



Libération

DISSOLUTION

PARI EXTRÊME

Emmanuel Macron a annoncé dimanche soir la dissolution de l'Assemblée nationale après la percée sans précédent du RN, arrivé largement en tête avec plus de 30% des voix. La France n'est pas un cas isolé: les droites populistes et xénophobes progressent dans la plupart des pays européens.

PAGES 2-11

Emmanuel Macron à l'Elysée et Jordan Bardella dans son QG de campagne, dimanche soir. PHOTOS LUDOVIC MANN, ARPEL DENIS ALLARD

Libération



ÉDITORIAL

Par
PAUL QUINIOCoup
de poker

Un double séisme. Le premier entraînant le second. Le premier ? Il s'est produit à 20 heures à l'annonce des résultats de ce scrutin européen, avec une extrême droite plus haute que jamais. Le second est arrivé

moins de deux heures plus tard, quand le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, à la surprise générale, a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles élections législatives fin juin et début juillet. En obtenant autour de 31,5%, le Rassemblement national emmené par le tandem Marine Le Pen-Jordan Bardella a confirmé qu'il était bel et bien installé comme la première force politique française. L'extrême droite, si on ajoute le score (5,4%) de Reconquête, approche

les 40%. Dans une élection marquée par une participation en hausse, c'est énorme. La France se distingue désormais comme un territoire à la pointe de ce regain nationaliste, populiste et xénophobe à l'œuvre sur l'ensemble du continent. Si personne ne peut se dire surpris par ce résultat, il n'en constitue pas moins un choc. La surprise en revanche est venue d'Emmanuel Macron, qui a donc annoncé dans la foulée de ce score catastrophique pour sa majorité qu'il dissolvait l'Assemblée nationale. Un

coup de tonnerre qui voit le chef de l'Etat, qui avait fait de la réduction de l'influence frontiste une priorité, recourir à ce coup de poker institutionnel sous la pression de l'extrême droite. Le pari macronien du « même temps », ni à droite ni à gauche et donc finalement plutôt à droite, est depuis 2017 un échec avéré dans la lutte contre l'extrême droite. Le pari du chef de l'Etat d'appeler les Français aux urnes pour-rait-il réussir ? Il est permis d'en douter, tant le Président a légitimé le RN, en tout cas contribué à sa ba-

nalisation, en l'installant comme son seul et unique adversaire. Emmanuel Macron a souvent revendiqué son côté disruptif. Mais annoncer aussi rapidement une dissolution relève du coup de baguette, pas forcément magique, d'un apprenti sorcier. C'est d'autant plus curieux que le chef de l'Etat a, à de multiples reprises pendant la campagne, indiqué que ce scrutin européen n'aurait pas nécessairement d'impact sur la scène nationale. La conséquence la plus probable est désormais de voir le RN entrer à Mati-

gnon avant l'ouverture des Jeux olympiques. C'est peut-être le pari macronien : faire la preuve, avant 2027 et la prochaine présidentielle, de l'impuissance du RN à résoudre les problèmes des Français. En espérant qu'après l'avoir essayé pendant deux ans à la tête du gouvernement, les électeurs renonceraient à envoyer l'extrême droite à l'Elysée. Emmanuel Macron s'éviterait ainsi d'être le président qui aura ouvert à l'extrême droite les portes de la présidence. Un coup de poker, on vous dit. ♦

Européennes Du grand écart au grand bouleversement

Après le score historique obtenu par le Rassemblement national dimanche, qui devance de loin tous ses concurrents, Emmanuel Macron a annoncé la dissolution de l'Assemblée et l'organisation de législatives le 30 juin et le 7 juillet.

Par JEAN-BAPTISTE DAOULAS
et LAURE EGY

La foudre. A 21 heures, dimanche soir, Emmanuel Macron annonce la dissolution immédiate de l'Assemblée nationale, ne pouvant, dit-il, se résoudre « à faire comme si de rien n'était ». Comme si le RN n'avait pas laminé ses adversaires aux élections européennes par un score écrasant (31,5% selon les estimations de l'institut Ipsos pour France Télévisions). « J'ai décidé de vous redonner le choix de notre avenir parlementaire par le vote », annonce le Président dans une allocution surprise, activant l'article 12 de la Constitution et convoquant de nouvelles élections législatives pour les 30 juin et 7 juillet. « Une décision grave, lourde, un acte de confiance », conclut le chef de l'Etat, stupéfié tant le monde et exauçant le souhait de Jordan Bardella. La tête de liste et président du RN, qui s'était exprimé peu avant 20 heures, avait salué son « score historique » qui sonne, selon lui, « le jour 1 de l'après-Macron » et réclamé cette table rase au Parlement au nom de « l'esprit des institutions ». Une réunion du gouvernement s'improvisait à 22 heures, à l'Elysée.

PROCRASTINATEUR EN DIABLE

« Opération overlord » s'emballait en début de soirée un proche du chef de l'Etat, croyant dissiper par cet énorme coup, la sale odeur de victoire brune qui flottait sur la soirée de dimanche. La réplique plus forte que le séisme ? Alors que le RN a engrangé le double des suf-

frages recueillis par Valérie Hayer (14,7%), la cheffe de file du camp présidentiel qui a sauvé ric-rac sa deuxième place, « plus personne ne parle des résultats électoraux, tout a été gommé », s'enthousiasme le même, sondé par le chef de l'Etat il y a trois semaines sur les suites à donner à la déroute annoncée de la majorité.

Totalement inattendue, la dissolution de l'Assemblée nationale, la première depuis la tentative hasardeuse de Jacques Chirac en 1997, qui avait conduit à une cohabitation, a pris son camp de court. Sondés par Libération, en début de soirée, quand la rumeur d'un retour aux urnes s'est propagée, des ministres et des cadres de la campagne répondaient en « doutant ». « Le fait que Bardella le demande m'invite à penser qu'il ne le fera pas », imaginait, à tort, une membre du gouvernement, quelques minutes avant l'allocution du Président. « Je ne crois pas, non », répondait un député en vue... avant d'être démenti. « J'adore être en campagne », ironisait un ministre en découvrant qu'il devrait défendre sa circonscription dans trois semaines.

Emmanuel Macron a brouillé les pistes. En mai, il semblait exclure tout mouvement d'ampleur, estimant, dans une interview à la Tribune Dimanche, que la conclusion des élections serait « européenne ». Son camp misait sur l'engouement pour les Jeux olympiques et l'approche de l'été, pour geler la situation quelques semaines. D'autant que le Président, procrastinateur en diable, n'a jamais habitude les siens à réagir à chaud. La majorité évoquait plutôt un moment de vérité au

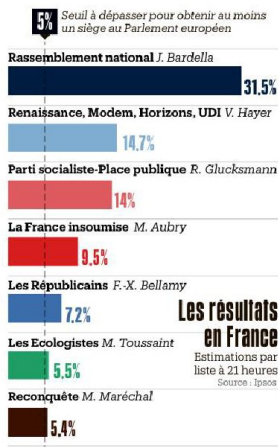
moment de l'examen du budget à l'automne avec l'hypothèse d'une motion de censure adoptée grâce aux voix des députés LR. Pour ne plus être entre les mains d'une poignée de députés de droite, le chef de l'Etat prend donc le risque de permettre l'accession prématurée de l'extrême droite au pouvoir. Un pari extrêmement risqué. D'autant plus que l'effondrement de la liste de Valérie Hayer par rapport au score de Nathalie Loiseau en 2019 (22,42%) signe un rétrécissement du socle du macronisme. « On n'a plus d'électorat. C'est ça notre vrai problème », diagnostiquait en fin de campagne un cadre du groupe Renaissance à l'Assemblée. Qu'importe, pour le ministre de la Justice, Eric Dupond-Moretti : « Il ne faut pas ses responsabilités », salue-t-il sur France 2.

FRAGMENTATION

« Nous sommes prêts à exercer le pouvoir si les Français nous font confiance lors de ces futures élections législatives », a plastronné illico Marine Le Pen dans une allocution.

Outre sa majorité, Emmanuel Macron prend aussi par la gauche par surprise. La France insoumise a accumulé les escarmouches et les rancunes avec ses trois ex-partenaires de la Nupes pendant la campagne, rendant improbable une reformation à l'identique de l'union avec les écologistes, les socialistes et les communistes qui leur avait permis un retour en force en juin 2022. Une fragmentation dont pourraient profiter les candidats du camp présidentiel. Tête de liste du PS, Raphaël Glucksmann se dit « estomaqué », en constatant

que le chef de l'Etat « a obtenu » aux dépens du parti d'extrême droite. Reprochant au Président de « jouer avec le feu », la patronne des députés LFI, Mathilde Panot, n'a pas cillé. « Nous n'avons pas peur du peuple, a-t-elle défilé. C'est par la mobilisation populaire que nous pourrions battre l'extrême droite dans ce pays. » Tous prêts au saut dans l'inconnu. ♦





L'allocution d'Emmanuel Macron, retransmise chez Renaissance, dimanche soir à Paris.

Derrière la victoire du RN, un scrutin qui ébranle plus que jamais l'échiquier

Percée du RN, score médiocre d'une macronie à la campagne scolaire, remontée du PS... Le scrutin de dimanche, qui enregistre un bond de participation par rapport à 2019, a déstabilisé l'échiquier politique.

RN, 31,5% des voix; Renaissance 14,7% des voix, selon les estimations d'Ipsos pour France Télévisions et Radio France. On n'avait pas vu un tel écart depuis Simone Veil (UDF-RPR) semant le PS de plus de 22 points en 1984. Echo de l'histoire, c'était aussi lors de ces européennes que le Front national de Jean-Marie Le Pen avait réalisé sa première percée dans un scrutin national (10,9% des voix), prélude à sa longue incrustation au premier plan de la politique française. Le terme de «déroute» lui-même est encore un peu juste pour qualifier le résultat subi dimanche par la macronie, même si, comme l'avaient préalablement laissé entendre l'entourage présidentiel,

l'annonce par le chef de l'Etat de la dissolution de l'Assemblée nationale a rapidement ouvert une nouvelle séquence politique.

Consolation

Dimanche, les électeurs, dérangés par l'envie de sanctionner le pouvoir, se sont défilés dans l'isolement. Les abstentionnistes – et l'opinion dans son ensemble –, face au risque du repli nationaliste, se sont assoupis. Le scrutin a pourtant mobilisé, enregistrant un rebond de participation (51,4%) par rapport à 2019 (50,1%) qui était déjà un bon cru. Un record depuis 1994. Mais pas une planche de salut pour le camp présidentiel, désormais embarqué par son chef dans une hasardeuse campagne législative.

Les électeurs qu'il lui faudra convaincre d'ici le 30 juin, la macronie les a désespérément cherchés ces dernières semaines, se convainquant que les pro-européens finiraient par se rendre à la raison et aux urnes. Las. La liste Renew paie une campagne scolaire mais surtout les choix toujours plus droitières de l'exécutif et un début de quinquen-

nat dans les vapes. La défaite incombe moins à la tête de liste Valérie Hayer qu'au couple exécutif. Dans la dernière ligne droite, celui-ci s'est précipité au secours de la candidate, au risque de l'étouffement. Son socle électoral rongé, le Président voit fondre son contingent d'élus, son influence à Bruxelles et son autorité à Paris. Seul (piètre) motif de consolation: le camp macroniste semble éviter l'humilia-

Les électeurs, dérangés par l'envie de sanctionner le pouvoir, se sont défilés dans l'isolement. Les abstentionnistes, face au risque du repli nationaliste, se sont assoupis.

tion suprême d'être doublé par Raphaël Glucksmann, la tête de liste PS-Place publique. Hissé sur le podium, l'essayiste (14%), bénéficiaire d'un vote utile, prend la tête d'une gauche qui pèse tout juste 30%. Sa performance redonne des couleurs au PS et de l'appétit aux tenants d'une ligne social-démocrate distincte de la radicalité mélancolique: dimanche soir, la tête de liste PS promettait la naissance d'*«un nouvel espace politique»* fondé sur *«la clarté et le refus des outrances»*. Suivez son regard. La France insoumise, qui croyait en la stratégie de leur leader de tout miser, ou presque, sur le soutien à la cause palestinienne, ne parvient pas à déjouer les pronostics. Elle recueille tout de même 9,5% des suffrages, 3 points de mieux qu'en 2019.

A très haut risque

En début de soirée, les regards se tournaient surtout vers les Ecologistes, au bord du gouffre. Avec 5,5%, un peu au-dessus du seuil de qualification (5%), les verts de Marie Toussaint, inaudibles et victimes du backlash ambiant sur l'environne-

ment, sauveraient une mini-délégation à l'issue d'un scrutin habituellement jackpot, qui les avait vus arriver en tête des partis de gauche il y a cinq ans dans un contexte autrement porteur. Quant aux communistes, relégués dans le long cortège des petites listes privées de représentations à Strasbourg, ils restent à quai (2,5%) comme en 2019, juste derrière l'Alliance rurale menée par Jean Lassalle.

A droite, si LR faisait valoir un succès d'estime et vantait la campagne *«digne»* de François-Xavier Bellamy, le parti confirme son statut de nain politique avec 7,2%. Un peu diminué à Strasbourg, il s'achemine surtout vers une campagne législative à très haut risque, alors que tous les scrutins nationaux de ces dernières années l'ont vu enchaîner les ratés. A l'extrême droite, Marion Maréchal (Reconquête), qui obtiendrait 5,4% des voix, prendra le train pour Strasbourg. Pendant ce temps, les candidats aux législatives collectent leurs affiches.

DOMINIQUE ALBERTINI
et **LAURE EYU**
Photo **ALBERT FACELLY**

Au Rassemblement national, Bardella crève le plafond

Avec 31,5 % des voix selon les premières estimations, un score historique, le parti d'extrême droite s'est félicité d'une «déroute sans précédent» pour la majorité présidentielle.

Un autre monde. Ce n'est pas la première fois que le Rassemblement national remporte les européennes mais jamais le parti d'extrême droite n'avait autant creusé l'écart avec son poursuivant. Avec 31,5 % des voix, selon les premières estimations de l'institut Ipsos, la liste conduite par Jordan Bardella écrase celle de Valérie Hayer, arrivée en seconde position avec 14,7 % des suffrages. Le candidat augmente nettement son score par rapport à ses 23,3 % de 2019 tandis que la majorité présidentielle, distancée d'un petit point seulement il y a cinq ans, s'effondre. «Les Français ont rendu leur verdict et celui-ci est sans appel», a triomphé dès 20h05 le gagnant d'un

«scrutin où le pouvoir aura jeté toutes ses forces, et jusqu'au président de la République». Sans surprise, le candidat de Marine Le Pen a tout de suite tiré des conclusions nationales de «cette déroute sans précédent», annoncé «de jour 1 de l'après-Macron» et appelé à la dissolution de l'Assemblée nationale.

«Nouvelle donne». «Le président de la République ne peut rester sourd au message envoyé par les Français. [...] Emmanuel Macron est ce soir un président affaibli, a martelé Bardella. Sous peine de persévérer dans une impasse démocratique, le président de la République doit choisir de s'en remettre à l'esprit des institutions. Nous lui demandons solennellement de prendre acte de cette nouvelle donne politique, de revenir au peuple français et d'organiser de nouvelles élections législatives.» Et d'exiger le retrait de mesures comme la désindexation des pensions de retraite sur l'inflation ou l'application du pacte asile et immigration, voté en avril par le Parlement européen. Fidèle, en cela, au cocktail à la fois social et xénophobe

qui fait le succès du parti d'extrême droite depuis des décennies. Annoncée depuis des mois à plus de 30 % dans la quasi-totalité des enquêtes d'opinion, la tête de liste a fait mentir la loi selon laquelle son mouvement finissait toujours en deçà des prévisions des sondages. Ni la hausse de la participation ni le score de Marion Maréchal, donnée à 5,5 %, ne l'ont finalement pénalisé.

Pour Jordan Bardella, la victoire doit avoir une saveur particulière. A seulement 28 ans, le jeune homme a acquis une nouvelle stature pendant la campagne, qu'il a menée souvent seul, sans Marine Le Pen qui s'est tenue en retrait et n'a fini par réinvestir le champ médiatique qu'à la fin du mois de mai, sur les conseils de certains de ses proches inquiets de voir son numéro 2 occuper l'espace. Ultra-favori pendant la totalité de la compétition, le candidat a vu sa cote de popularité exploser, entrant par exemple à la 30^e position du top 50 des personnalités préférées des Français, publié par le Journal du dimanche.

Sur le terrain, cette nouvelle dimension était visible. La venue de Bardella sur les marchés ou les foires, dans des zones rurales où périurbaines que le parti d'extrême droite laboure et où il réalise ses meilleurs scores, déclenchait à peu près les scènes d'enthousiasme réservées jusque-là à Marine Le Pen, entretenues à coups de longues séances de selfies. Les meetings organisés par le parti ont attiré plus de monde qu'à la présidentielle de 2022. Chaperonné il y a cinq ans par l'ex-candidate à la présidentielle, le jeune

La tête de liste a fait mentir la loi selon laquelle le RN finissait toujours en deçà des prévisions. La hausse de la participation ne l'a pas pénalisé.

homme a acquis de l'autonomie et entretenu son style, à la fois plus identitaire et plus proche de celui de la droite conservatrice. De quoi séduire un électoral jusque-là réticent au parti des Le Pen.

Poussée. Il n'est pas pour autant devenu le patron. La fille de Jean-Marie Le Pen a été à l'origine de tous les ralliements de personnalités extérieures et a tranché sur l'attitude à tenir avec le très encombrant allié allemand d'Alternative für Deutschland. C'est elle qui a finalement décidé de rompre avec eux, après une déclaration de leur tête de liste relativisant la responsabilité des SS pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle aussi qui s'est rendue à Madrid pour le grand raout du parti d'extrême droite espagnol Vox. Preuve de la répartition des rôles entre celle qui se voit déjà à l'Élysée en 2027 et d'ores et déjà annoncé la nomination de son poulain à Matignon.

Dans un contexte de poussée sans précédent des extrêmes droites sur l'ensemble du continent, Jordan Bardella aura la tâche de former un groupe sans l'appui des Allemands, qui pourraient en créer un de leur côté. Le basculement du centre de gravité à droite, à Bruxelles, pourrait en outre entailler le cordon sanitaire qui jusque-là excluait le RN du jeu parlementaire.

NICOLAS MASSOL
Photo DENIS ALLARD



Au QG de campagne de Jordan Bardella à Paris, dimanche soir.



Raphaël Glucksmann à Paris, dimanche. PHOTO MATHIAS BENGUIGU

Le Parti socialiste revoit la vie en rose

Après un score décevant en 2019, Glucksmann obtient 14% des voix, à moins d'un point de la liste macroniste, selon les estimations. A trois ans de la présidentielle, le PS reprend des couleurs dans la reconstruction qui s'annonce à gauche.

En tête à gauche, Raphaël Glucksmann promet de «mener le combat» au moment où une nouvelle bataille politique s'ouvre avec la dissolution de l'Assemblée nationale. «Je ne comprends pas pourquoi le président de la République obéit à Bardella, a déploré dimanche soir la tête de liste du Parti socialiste et de Place publique, qui a recueilli 14% des voix. Les jeux, les coups politi-

ques, les coups de communication ne sont absolument pas au niveau. Cette dissolution restera une tache sur le quinquennat.» Pour autant, l'eurodéputé, qui promettait quelques instants avant l'annonce d'Emmanuel Macron de faire émerger «un nouvel espace politique», assure que son camp «mènera le combat» contre l'extrême droite, «puisque le Président de la République s'est avéré complètement incapable». Quelques minutes après l'allocation présidentielle, Olivier Faure, le Premier secrétaire du Parti socialiste, jugeait de son côté cette décision inévitable: «La sanction est tellement lourde.» Il rejoignait toutefois sa tête de liste sur le combat à mener: «Qu'est-ce qu'on veut en faire? Sur les grands sujets, l'assurance chômage, la loi immigration, le RN a voté comme la majorité. Ils feront la même politique économique. L'alternative est à gauche. Pour que ça change, c'est à gauche. Nous serons au rendez-vous.»

«Alternative». Avant l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, le Premier secrétaire du Parti socialiste avait commencé à lancer des appels à l'union de la gauche, en chœur avec Les Écologistes et les frondeurs insoumis, en rupture avec la stratégie de Jean-Luc Mélenchon. «Une force s'est révélée qui a montré qu'il existait une autre voie, affirmait-il. Aujourd'hui, il n'y a plus que la gauche pour battre l'extrême droite. Il y a une nécessité pour la gauche de se retrouver.»

Les socialistes n'auront eu que quelques instants pour savourer leur résultat. Avec 14% des voix, selon les premières estimations de l'institut Ipsos pour France Télévisions et Radio France, Raphaël Glucksmann arrive en tête de la gauche, mais reste juste derrière Valérie Hayer, la candidate de la majorité (14,7%). Le croisement des courbes

tant espéré n'aura pas eu lieu, mais le résultat de l'eurodéputé, qui devrait s'accompagner de douze à quatorze sièges au Parlement, redonne de la force au PS, au moment où la gauche va devoir se reconfigurer.

«Je suis fier de ce que nous avons fait ensemble, mais je n'ai pas l'âme à la fête. Aujourd'hui l'extrême droite représente 40% en France. Nous vivons un moment de bascule, avait d'abord réagi Raphaël Glucksmann depuis la Bellevilloise, à Paris, avant de promettre de «tenir tête» en France et en Europe. «Nous sommes à un niveau qui nous oblige face à l'histoire, a-t-il poursuivi. Nous nous préparons à la suite, nous allons ensemble travailler pour faire émerger une alternative au repli nationaliste, un nouvel espace politique fondé sur l'attachement viscéral à la démocratie, à la liberté, à l'écologie, à la solidarité.»

«Pires méthodes». Avec 14% des voix, Raphaël Glucksmann fait plus de deux fois son score de 2019. Aidé par la droitisation de Macron, la stratégie brutale de Mélenchon et la difficulté à émerger de Marie Toussaint, le candidat a pu amorcer une recomposition de l'électorat social-démocrate. «C'est quand même un vote de retraités et de CSP+, on ne peut pas reconstruire le PS là-dessus», relative un député socialiste.

En tête dans les sondages, il a vite été ciblé par les insoumis qui «ont franchi toutes les lignes et avec les pires méthodes», selon un proche. Après des semaines d'attaques, le fondateur de Place publique a fini par assumer une confrontation. «Notre gauche ne sera jamais celle des insultes, des analogies dangereuses, de la démagogie la plus crasse, de l'instrumentalisation cynique des passions les plus basses ou des clins d'œil les plus répugnants...» lançait-il sur la scène du Zenith en fin de campagne.

CHARLOTTE BELAÏCH

La France insoumise sauve la mise

Manon Aubry confirme sa remontée de fin de campagne avec 9,5% des voix, selon les premières estimations. Un score qui devrait conforter le mouvement de Jean-Luc Mélenchon dans sa stratégie de différenciation à gauche.

Voyant leur candidate Manon Aubry rencontrer une dynamique de dernière minute dans les sondages, les insoumis ont tenté de préparer les esprits avant la fin de la campagne. LFI, sous-évaluée pendant des mois, serait-ils la croire la surprise de ce dimanche soir. Avec peut-être même un score à deux chiffres. Sur son blog vendredi, Mélenchon prédisait ainsi «une nuit noire pour les sondeurs» présentés comme «des victimes du 9 juin». Finalement, il n'en est rien. Selon les premières estimations d'Ipsos pour France Télévisions, la tête de liste mélenchoniste n'obtient «que» 9,5%. Autrement dit, ce que prévoyaient les enquêtes d'opinion. Un score certes plus élevé qu'en 2019 (6,29%) mais nettement inférieur à celui

de Raphaël Glucksmann, qui prend la tête de la gauche avec 14%.

Limites de la stratégie. Mais dimanche soir, l'essentiel n'est finalement pas là. Avec l'annonce de dissolution de l'Assemblée nationale par le président de la République, les regards se tournent vers les élections législatives qui se tiendront le 30 juin et le 7 juillet. «Il faut admettre qu'il a eu raison de dissoudre, il n'a plus aucune légitimité pour mener la politique qui est la sienne», a lancé Jean-Luc Mélenchon devant les militants réunis au QG de campagne, affirmant «que quand on est insoumis, on ne craint pas le peuple. Au contraire, on a confiance en lui». Quelques minutes plus tôt, les frondeurs Clémentine Autain et François Ruffin lançaient, chacun de leur côté, un appel à l'unité pour 2027. «L'union est possible avec tout le monde. Je dis à Marine Tondelier, Fabien Roussel, Olivier Faure, Jean-Luc Mélenchon : est-ce qu'on veut gagner ensemble ou perdre séparés?» s'agaçait le député de la Somme sur TFI.

Comme s'ils avaient prévu ce score un brin décevant, les insoumis n'ont cessé de dénoncer tout ce dimanche diverses irrégularités supposées dans les bureaux de vote. «Radiations abusives», bulletins non disposés sur les

tables ou légèrement déchirés, bureaux déplacés... Les insoumis envisageaient de proposer la mise en place d'une commission d'enquête sur l'organisation des élections. Le résultat de Manon Aubry révèle en tout cas les limites d'une stratégie consistant à miser principalement sur la question palestinienne. Deux catégories de population qui représentent le cœur de l'électorat de Jean-Luc Mélenchon de 2022 mais qui votent d'ordinaire peu aux européennes. Avec un succès très relatif donc.

Espoir de rééquilibrer. Une chose est sûre, le score moyen de Manon Aubry ne changera en rien la stratégie des insoumis pour la présidentielle de 2027. Ni visiblement pour les législatives anticipées. Dans le discours de Mélenchon, aucun appel au rassemblement. Le tribun a préféré «souligner la responsabilité désastreuse de tous ceux qui nous ont refusé la possibilité de partir unis» aux européennes. Pendant que les roses, les verts et les frondeurs de LFI multiplieront les initiatives pour tenter de faire l'union, les mélenchonistes, eux, traceront leur route. En jouant, sans doute, le «seuls contre tous». Leur rôle favori.

SACHA NELKEN



A Paris, dimanche. PHOTO MARIE ROUGE

Les Ecologistes au bord de l'abîme

Avec un score évalué dimanche soir autour de 5,5 %, la liste menée par Marie Toussaint essuie une défaite cinglante, très difficile à encaisser après la vague verte de 2019.

Les Ecologistes étaient encore sonnés par l'annonce de leur résultat, historiquement bas, lorsque l'annonce de la dissolution est tombée. Avec 5,5 % des voix, selon les estimations de l'institut Ipsos, Marie Toussaint, la tête de liste, évite la disparition du groupe au Parlement européen en conservant quatre ou cinq sièges. Tout de même affaiblis comme jamais depuis l'émergence de l'écologie politique, ils vont devoir repartir en campagne. *«Il va falloir se lever, a affirmé la voix tremblante la députée écologiste Sandrine Rousseau. Il y a un projet de gauche, écologiste, de transformation. Nous en avons besoin.»* «J'avais sous-estimé la force de TikTok, le règne du men-



A Paris, dimanche. PHOTO CHA GONZALEZ

songe et des faux-semblants. Je n'ai pas su convaincre au-delà de notre socle, je m'en excuse sincèrement», avait déclaré Marie Toussaint juste avant l'annonce. Si le pire est évité, il s'agit bel et bien d'une déception, avec un score historiquement bas. «Les résultats de notre liste, que l'on soit au-dessus ou en dessous de 5 %, sont une grande déception, et il faut le reconnaître, un échec», ont

écrit les Ecologistes dans un communiqué, promettant une «réflexion profonde sur ce qu'ils ont raté». Comme la direction du PS, celle des écologistes affirme que «le seul chemin pour éviter une victoire de l'extrême droite en 2027 est un rassemblement de la gauche et des écologistes». «Nous mettrons toutes nos forces dans la construction d'une coalition d'union», promettent-ils.

Les Ecologistes pensaient pourtant rééquilibrer le rapport de force à gauche en leur faveur grâce au scrutin européen qui leur est traditionnellement favorable. Il y a cinq ans, Yannick Jadot était arrivé en tête de la gauche, avec plus de 13 % des voix. Prise en étau entre Manon Aubry et Raphaël Glucksmann, Marie Toussaint, qui n'était pas une figure identifiée, a finalement

eu du mal à trouver sa place. La fondatrice de l'association Notre affaire à tous a fini par attirer l'attention médiatique avec un cours de «booty therapy», enseigné sur la scène de son premier meeting. «Ça nous a ridiculisés, reconnaît aujourd'hui une figure du parti. Quand vous faites un meeting et le seul truc qu'on retient, c'est les moqueries contre vous, c'est que c'est loupé.»

«Marie, c'est une intello, pas une communicante, admettait alors un proche. Mais le vrai problème, c'est le nœud stratégique qui n'est pas tranché.» Alors qu'insoumis et socialistes assumaient une confrontation à l'intérieur de la gauche, les écologistes ont refusé de trancher. «En politique, on plante un drapeau et on construit autour, eux, ils s'éparpillent», jugeait un stratège insoumis.

Les Ecologistes, de leur côté, n'ont cessé de répéter que le contexte jouait contre eux. «Tous les partis, à l'exception [du parti] de Raphaël Glucksmann, sont vent debout contre les écologistes et ce qu'ils représentent», ajoutait

Les Ecologistes pensaient pourtant rééquilibrer le rapport de force à gauche.

José Bové en fin de campagne. Le syndicaliste, qui s'était affiché avec la tête de liste du PS-Place publique en janvier, a finalement annoncé son soutien à la candidate écologiste, Marie Toussaint.

«C'est impossible qu'il n'y ait pas de groupe écolo pour pouvoir peser sur les politiques européennes dans le cadre des dérives qu'on a vues ces dernières années», expliquait-il à Libération. Après avoir longtemps feint d'ignorer les sondages, les verts ont fini par appeler le peuple écologiste à la mobilisation, mettant en garde contre le risque de disparition du groupe au Parlement européen. Et assurant ainsi leur sauvegarde.

CHARLOTTE BELAÏCH

Les Républicains, sans surprise parti

La liste menée par François-Xavier Bellamy, qui ne se faisait aucune illusion sur l'issue du scrutin, peut se satisfaire d'avoir limité la casse. Mais les mauvais scores à répétition interrogent sur l'avenir de la formation de droite.

La chute, encore. Avec 7,2 %, selon les premières estimations, la liste de François-Xavier Bellamy réalise son pire score lors d'un scrutin européen. Jamais, depuis les élections au Parlement de Strasbourg, en 1979, la droite n'était tombée aussi bas. Le score de 2019 (8,48 %) valait étalon de mesure. Les Républicains (LR) croisaient les doigts pour ne pas dégringoler plus encore. Raté. Au siège du parti, le candidat a salué une campagne menée «avec le sérieux, le courage, l'exigence, l'audace qu'il fallait pour résister à la fatalité».

Si ce score permet de limiter une humiliante relégation en dessous des 5 %, synonyme de disparition à Strasbourg, le résultat de ces élections reste un désaveu pour le patron du parti, Eric Ciotti. Pour le Niçois, élu en décembre 2022 avec une promesse de «retour de la droite», la claquette est réelle. Son parti n'enregistre, dans les urnes, aucun signe de résurrection palpable. Sauf à comparer avec le piteux score (4,78 %) de Valérie Pécresse à la présidentielle de 2022.

Après l'annonce par Emmanuel Macron de la dissolution de l'Assemblée, la droite va renouer avec l'agitation la secouant depuis 2017 – et ce alors que les rumeurs de coalition avec gouvernement ont pollué la fin de campagne de Bellamy –, concernant son positionne-

ment stratégique, entre le camp présidentiel et l'extrême droite. Sur le plateau de TFI, Ciotti a réexprimé la position d'«indépendance» de son camp et juré qu'il ne s'associerait «jamais avec [le] pouvoir» en place. Pour ce scrutin européen, personne, chez LR, n'espérait sérieusement une meilleure performance. Le candidat n'a connu, durant ses cinq mois de campagne, aucune embellie sondagière – scotché entre 6,5 et 8 % d'intentions de vote. En bout de course, certains à droite caressaient l'espoir d'un score à deux chiffres. Plus encore après les quelques coups de gueule du candidat, qui lui ont assuré une plus grande visibilité médiatique. Mercredi encore, lors de son dernier meeting de campagne au Cannet (Alpes-Maritimes), Bellamy se rassurait en parlant de «frémissements». De là à progresser dans les urnes, il y avait un pas.

L'eurodéputé sortant sera-t-il, comme en 2019, au cœur des critiques visant la piètre forme de son camp? Chez LR, ces derniers jours, on s'accordait plutôt à saluer une «belle» campagne, sérieuse et sans anicroche. Personne ou presque n'espérait, non plus, tirer un quelconque gain politique de cette élection. Les rares présidentiables s'étant fait (très) petits durant la campagne, chacun va désormais se focaliser sur 2027. Le patron d'Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, a été l'un des premiers à dégaîner. A 20 h 02, sur X, il a été le «fin du macronisme» et appelle son camp à «préparer collectivement le retour de la clarté et de l'autorité». Blasée de jouer dans l'arrière-cour depuis des années, la jeune garde du parti entend, elle, jouer ses propres pions. L'unité vantée pendant la campagne pourrait ainsi ne pas tarder à se fissurer, plus encore en pleine campagne des législatives.

VICTOR BOITEAU



François-Xavier Bellamy (à dr.), dimanche. PHOTO CORENTIN FOHLER

Reconquête passe ric-rac la frontière du Parlement



Marion Maréchal à Nice, le 5 juin. PHOTO LAURENT CARRÉ

En passant la barre des 5 % selon les premières estimations, la liste de Marion Maréchal réussit son pari mais reste très loin du Rassemblement national.

Sauvée de justesse. Avec 5,5 % des voix, selon l'estimation d'Ipsos à 20 heures, Marion Maréchal parvient à donner des eurodéputés à la formation créée par Eric Zemmour en 2021, qu'elle a rejointe l'année suivante. Si le score n'est pas glorieux, et en deçà des 7,07 % de la présidentielle, la liste de Reconquête réussit là où tant d'autres partis d'extrême droite ont échoué : exister, si modestement que ce soit, à l'ombre du lepénisme. Maréchal se sera quand même beaucoup abîmée pendant cette longue campagne où rien ne lui aura été épargné de la part de Zemmour et ses équipes, persuadés que sa stratégie visant à épargner Bardella pour se

concentrer sur Bellamy était la mauvaise. Entre messages contradictoires et offs fielleux dans la presse, deux campagnes parallèles se sont mises en place. À leur dernier meeting en commun à Nice, Maréchal et Zemmour se croisaient pour la première fois depuis plusieurs semaines et la tête de liste peinait à masquer son exaspération. Un soutien de l'ex-polémiste donnait, lui, rendez-vous à *Libé* lundi matin, pour régler ses comptes avec l'autre équipe. Si cette courte victoire devrait empêcher les deux camps de s'entretuer, elle ne devrait pas non plus les inciter à partir en vacances ensemble. À Bruxelles, Maréchal sera isolée, n'ayant réussi à placer ses proches en position éligible. Elle devra aussi compter avec la présence de Sarah Knafo, la présidente officielle du parti, dont l'ambition s'est réveillée, et avec laquelle les relations sont exécrables. Le chemin de croix n'est pas terminé.

NICOLAS MASSOL

Au PCF une cure de jouvence sans résultat

Malgré une campagne remarquée, Léon Deffontaines et les communistes ne reviendront pas au Parlement européen.

Bis repetita. Deuxième élection européenne d'affilée en solitaire pour le Parti communiste français et deuxième échec. Dimanche, la jeune tête de liste du PCF, Léon Deffontaines n'a récolté que 2,5 % des suffrages selon les premières estimations de l'institut Ipsos pour France Télévisions et Radio France. Soit autant que la liste emmenée

par Ian Brossat en 2019. Le Picard de 28 ans échoue donc à 2,5 points du seuil des 5 % nécessaires pour envoyer des élus au Parlement européen.

Pour les communistes, le résultat n'a rien d'une grande surprise. Aucune enquête d'opinion, ces derniers mois, n'a donné Deffontaines au-dessus de 3,5 %. Et ce malgré, lors de cette campagne, des prestations remarquées dans les débats télévisés. Cette année, le candidat communiste voulait notamment convaincre « les fâchés pas fâchés » de ne pas glisser de bulletins Rassemblement national dans l'urne. C'est raté. Les résultats de dimanche montrent que les commu-

nistes ne progressent pas depuis la fin du Front de gauche, cette alliance avec Jean-Luc Mélenchon entre 2009 et 2018.

Le score de Deffontaines est quasiment identique à celui de Fabien Roussel lors de la dernière présidentielle (2,28 %). Ce qui n'empêche pas le secrétaire national du PCF de préparer sa deuxième candidature pour 2027. Même si dimanche le Nordiste a mis, semble-t-il, un peu d'eau dans son vin en appelant la gauche à travailler à un « pacte pour la France » après l'annonce d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale.

SACHA NELKEN



Léon Deffontaines à Amiens, dimanche. PHOTO FRANÇOIS NASCIMBENI. AFP

Avec une abstention en recul, la démocratie se console comme elle peut

Portée par l'actualité, la participation est supérieure à celle des précédents scrutins européens. Une bonne nouvelle à relativiser avec près d'un inscrit sur deux qui n'est pas allé voter.

Trop peu pour s'en contenter, assez pour le remarquer. Cinq ans après un premier rebond de la participation aux européennes, l'abstention a encore reculé dimanche : 51,4 % des inscrits se sont rendus aux urnes, selon les estimations de l'institut Ipsos, contre 50,1 % en 2019 et 42,4 % en 2014. C'est le plus bas taux d'abstention pour une élection européenne depuis le scrutin de 1994. La participa-

tion est même meilleure qu'aux législatives de 2022, où moins d'un électeur sur deux s'était déplacé à chacun des deux tours.

Ce sursaut s'est observé tout au long de la journée. À la mi-journée, 19,81 % des inscrits s'étaient rendus aux urnes. Et à 17 heures, le taux de participation était de 45,26 %, selon le ministère de l'Intérieur, soit deux points de plus qu'en 2019 et le « plus haut niveau » de des

élections européennes depuis qu'elles sont au suffrage universel en 1979 », a commenté sur X Matthieu Gallard, directeur d'études chez Ipsos.

La polarisation du débat entre des forces eurosceptiques (Rassemblement national, La France insoumise...) d'une part et europhiles de l'autre (macronie, socialistes et écologistes), la guerre en Ukraine, les tentatives d'ingérence russes et

chinoises ont-elles convaincu davantage d'électeurs de prendre part au vote ? Les partis, contre les apparences, ont-ils réussi leur travail de mobilisation ? À moins que l'envie de sanctionner le pouvoir ait été un moteur suffisant à gauche et à l'extrême droite. Reste à ne pas se réjouir trop fort que presque un électeur sur deux ait préféré se tenir loin des urnes.

VICTOR BOITEAU

«Lorsque les opposants au RN sont divisés, ils n'ont plus de poids»

Sociologue spécialiste du vote d'extrême droite, Félicien Faury analyse le résultat du parti lepéniste.

Au soir de ces élections européennes, en France, le RN culmine à environ un tiers des suffrages exprimés selon les estimations disponibles. Félicien Faury, sociologue et politiste auteur d'une enquête sur les ressorts et l'acceptabilité du vote lepéniste (*Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite*), analyse pour *Libé* le score de Jordan Bardella ainsi que ses implications. **Avec environ un tiers des suffrages exprimés en France, la liste RN emmenée par Jordan Bardella engrange un succès spectaculaire. Que nous dit ce résultat de l'électorat français ?**

Il faut premièrement rappeler que le fait le plus important de cette élection, comme souvent pour les scrutins européens, c'est l'absten-

tion, même si elle a reculé par rapport aux précédents scrutins européens. De ce point de vue, les succès de la liste RN ne sont pas représentatifs de la société française dans son ensemble, car une grande partie des Français ne se sont pas déplacés. Une fois cela dit, force est de constater qu'y compris dans un contexte très abstentionniste, Jordan Bardella est parvenu à mobiliser ses électeurs. Une des leçons de ce scrutin, c'est que le RN dispose d'une base électorale forte, mobilisée et mobilisable désormais à chaque élection.

Cette victoire de Bardella est-elle celle du «marinisme» ?

Oui. À ce stade, je pense qu'il est impossible de distinguer un «bardellisme» de la stratégie tracée par Marine Le Pen. Dans ses discours comme dans ses clips de campagne, Jordan Bardella continue de répéter les mêmes thématiques, en articu-

lant la menace de la «submersion migratoire» à des problèmes sociaux comme le pouvoir d'achat. C'est complètement dans la continuité de la ligne politique de Marine Le Pen.

En comptant aussi le score de Reconquête et de plus petites listes d'extrême droite, près de quatre votants sur dix se sont reconnus dimanche dans cette famille.

Quel peut être l'effet d'un tel résultat ?

Pour le RN, l'accès au Parlement européen, c'est avant tout l'accès à des postes, à des ressources (financières, humaines...) qui vont lui permettre de consolider sa stratégie de professionnalisation. Ensuite, cette victoire

a des effets symboliques : elle permet au RN de s'auto-étiqueter «premier parti de France» et d'apparaître comme la principale force d'opposition dans le paysage politique français. Quant à ce que peut changer la trentaine d'élus RN au

Parlement européen, c'est compliqué à dire, car cela dépend beaucoup des alliances qui seront mises en place entre les différentes formations d'extrême droite européennes. Avec peut-être de nouvelles combinaisons à venir, depuis l'annonce du RN de sa volonté de ne plus siéger avec les Allemands de l'AFD.

Le scrutin a souvent été présenté comme une bande-annonce de la prochaine présidentielle. Est-ce si simple ?

Encore une fois, en raison du taux d'abstention très important, je pense que c'est une erreur d'extrapoler les résultats des européennes sur ceux, possibles, de 2027. La participation est bien plus élevée pour les scrutins présidentiels, ce qui a des effets très importants sur la structure électorale. En revanche, ces élections montrent de façon assez flagrante que lorsque les forces opposées à l'extrême droite sont divisées, notamment à gauche, elles n'ont plus aucun poids face au RN. **Le RN bénéficie-t-il d'un nouveau réservoir de voix à l'ex-**

trême droite, avec les électeurs de Marion Maréchal, voire de Florian Philippot ?

Chez Florian Philippot assurément non, car les effectifs sont trop faibles. Pour la candidature de Marion Maréchal, cela peut effectivement fonctionner comme un réservoir de voix, comme on l'a vu à la dernière élection présidentielle. Surtout, un des effets possibles des formations comme Reconquête est d'acclimater au vote d'extrême droite des segments électoraux qui jusque-là votaient plutôt pour la droite, par exemple au sein de la bourgeoisie économique ou des catholiques pratiquants.

Le faible score relatif de Reconquête est-il le signe de l'impossibilité qu'émerge une offre d'extrême droite à côté du RN ?

L'avenir le dira. Mais en tout cas, dans les faits, aucune formation d'extrême droite concurrente n'est jamais parvenue à entamer durablement les succès de ce parti. On insiste beaucoup sur les scissions et les divisions internes que connaît régulièrement le RN. Mais il faut rappeler qu'une des grandes prouesses du parti lepéniste est d'être parvenu, tout au long de son histoire, à garder un monopole incontesté sur la famille de l'extrême droite, et donc sur l'électorat correspondant.

Recueilli par **MAXIME MACÉ** et **PIERRE PLOTTU**



INTERVIEW



La tête de liste du Rassemblement national, Jordan Bardella, en meeting à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) le 24 mai. PHOTO STÉPHANE DUBROMEL, HANS LUCAS

CLIMAT Libé TOUR

22 JUIN

LYON - H7

INSCRIPTION



GRATUITE

DESSIN NICOLAS RIDOU

RENCONTRES, EXPÉRIENCES, ATELIERS



Le Parlement européen se teint en brun

Si les conservateurs du Parti populaire conservent leur première place dans l'institution, l'extrême droite progresse dans la plupart des pays européens.

Les bouleversements qui vont agiter le Parlement européen au cours des cinq prochaines années ne se lisent pas en haut de la liste des résultats. Le Parti populaire européen (PPE), qui semble avoir gagné quatre sièges sur les 720 disponibles, devrait former le premier groupe comme à l'accoutumée. Il serait suivi, là aussi comme d'habitude, par les sociaux-démocrates, qui perdent six sièges, puis par les libéraux, qui perdraient une vingtaine de sièges. Le séisme s'est joué en milieu de tableau, avec la poussée, prévue depuis des mois, de l'extrême droite. Selon de premiers résultats, encore partiels à 20h30 dimanche soir, les eurodéputés issus des droites radicales et extrêmes représenteraient cumulés une force à peu près équivalente à celle du PPE. L'extrême droite est heureusement divisée en deux groupes : les Conservateurs et Réformistes européens (ECR) et Identité et Démocratie (ID), classés encore plus à droite et où siège notamment le Rassemblement national. A ces groupes organisés, il faut ajouter tous les élus non affiliés aux tendances anti-immigration, eurosceptiques et prorusse qui pourraient les rejoindre, voire former un troisième groupe. Parmi eux, on compte par exemple les Hongrois du Fidesz, le parti de Viktor Orbán, qui ont récolté 44 % des voix dimanche, ce qui devrait leur valoir neuf sièges.

Embrassades. Un vent mauvais a commencé à souffler dès la publication des premières tendances, dans les bastions habituels de l'extrême droite comme dans leurs nouvelles terres d'élection. En Allemagne, l'extrême droite de l'AFD a terminé deuxième avec 16 %, derrière les conservateurs, pour la première fois de son histoire dans un scrutin national. « Je vais désormais me concentrer sur la formation d'un groupe politique du Parlement européen », a immédiatement réagi Alice Weidel, l'une des dirigeantes du parti. Depuis leur exclusion le mois dernier du groupe Identité et Démocratie, les eurodéputés de l'AFD cherchent à construire une nouvelle alliance, potentiellement avec d'autres élus d'extrême droite jugés inféquentables, comme les Bulgares prorusse de Renaissance, qui ont

gagné 15 % des voix dimanche, contre 1 % en 2019.

En Autriche, l'extrême droite du FPÖ est en tête avec 27 % des voix, soit dix points de plus qu'en 2019, quand elle avait terminé troisième, et ce malgré un positionnement de plus en plus radical. Pour cette campagne, leurs affiches clamaient : « Stoppons la folie européenne », sur fond d'embrassades entre la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, et le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Ce sont les conservateurs de l'OVF qui paient le prix de leur percée, en reculant de plus de dix points, pour finir au niveau des sociaux-démocrates, à 23 %.

En Slovaquie, les premières tendances donnent certes les libéraux de Slovaquie progressiste en tête avec 27 % (soit sept points de plus qu'en 2019), mais montrent aussi une progression des idées eurosceptiques. Le Smer du Premier ministre Robert Fico, qui a été exclu du groupe socialiste, serait deuxième avec 24,7 % des points, soit dix points de plus qu'en 2019. Cela lui accorderait cinq eurodéputés, qui seront probablement courtisés par les deux groupes d'extrême droite au Parlement, ECR et ID. Plus inquiétant encore, le nouveau parti Republika, catalogué comme néofasciste, serait sur la troisième marche du podium, avec 12 %.

Eclaircies. Les Verts, qui avaient bondi en 2019, sont à la peine. De quatrième groupe au Parlement, ils devraient passer sixième, en perdant environ un tiers de leurs sièges. En Allemagne, ils passeraient de 20 à 12 %, soit moins encore que ce leur prédisaient les derniers sondages. En Autriche, l'érosion est moins marquée, avec une baisse de 14 à 11 %, tout comme en Finlande où ils passeraient de 16 à 11 %, selon un décompte encore partiel des votes. Dans ce contexte compliqué, quelques éclaircies ont tout de même traversé le week-end électoral. La participation d'abord, qui semble s'être maintenue au niveau de celle de 2019 (50,6 %, alors au plus haut depuis 1994). Dans certains pays, le bond a été impressionnant, comme en Hongrie, où plus de la moitié des électeurs se sont rendus aux urnes, soit 13 points de plus que lors du scrutin précédent. A l'inverse, en Espagne la participation a baissé de près de dix points, pour atteindre 38 %. On compte d'autres satisfactions ponctuelles, comme le bond de l'Alliance de gauche (gauche radicale) en Finlande, qui finirait deuxième avec 17 %, alors que le parti des Finlandais anti-immigration et eurosceptique passerait de 13,8 à 7 %.

NELLY DIDELOT



Les codirigeants du parti d'extrême droite allemande Alternative für Deutschland, Alice Weidel et Tino

Aux Pays-Bas, l'extrême droite perce mais le centre gauche passe devant

Malgré sa défaite, le PVV aurait gagné un nombre de sièges historique, devant le parti de centre droit au pouvoir.

La poussée aurait-elle été (un peu) moins forte que prévue ? Les Néerlandais ont ouvert le bal du marathon électoral jeudi, sur fond de victoire pressentie de l'extrême droite. Mais c'est l'alliance entre les écologistes et les travaillistes Groenlinks-PvdA qui aurait finalement remporté le scrutin en obtenant 8 sièges (21,6 %) au Parlement européen (sur les 31 accordés au pays), selon un sondage de sortie des urnes commandé par la chaîne publique NOS. « Le récit de la montée de l'extrême droite a été déjoué aux Pays-Bas. C'est un message pour le reste de l'Europe : Sortez et votez ! » s'est réjoui la tête

de liste des Verts, Bas Eickhout. Dans les faits pourtant, le résultat est serré. Arrivé en deuxième place, le PVV – donné en tête dans les sondages avant le scrutin – obtiendrait 7 sièges, et 17 %. Une percée historique pour le parti d'extrême droite, qui n'en avait obtenu qu'un seul en 2019. « Le PVV a obtenu le meilleur résultat jamais enregistré aux élections européennes », s'est félicité le dirigeant Geert Wilders sur X (ex-Twitter). Avant d'ajouter que le parti, qui siége à Bruxelles avec Identité et Démocratie, le groupe du Rassemblement national, pouvait encore être déclaré grand vainqueur dimanche.

Mercredi soir, Geert Wilders faisait encore campagne sur le marché de La Haye. « Les jours à venir sont cruciaux pour l'avenir de l'Europe », disait-il alors, loin de sa traditionnelle rhétorique en faveur

d'un « Nexit » (la sortie des Pays-Bas de l'UE) abandonnée lors des négociations de coalition qui ont suivi son triomphe électoral lors des législatives de novembre.

Saga. « D'autres partis qui nous ressemblent se développent, de la France à la Belgique, de l'Autriche à l'Italie. Si nous parvenons à rassembler tous ces éléments et à faire prendre une autre direction à ce pétrolier qu'est l'UE, nous aurons beaucoup plus d'influence à l'intérieur qu'à l'extérieur [du bloc], a-t-il ajouté. Cette brève sortie publique a été la seule de la campagne. La tête de liste du parti, le conseiller provincial Sebastiaan Stötel, s'est lui aussi fait très discret, se limitant à quelques rares apparitions dans les médias. Parmi les « perdants », on retrouve le VVD, arrivé deuxième en 2019 et



Chrupalla, à Berlin, dimanche. PHOTO ANNEGRET HILSE. REUTERS

L'AfD secoue l'Allemagne avec un score record

L'extrême droite devient la deuxième force politique du pays tandis que le parti social-démocrate réalise le pire score de son histoire aux élections européennes.

Une claque pour la coalition «tricolore». Le scrutin européen est un sévère avertissement pour les alliés sociaux-démocrates, écologistes et libéraux au pouvoir en Allemagne. Le SPD du chancelier, Olaf Scholz, plonge, avec 14 % des voix, selon les sondages de sortie des urnes, soit 2 points de moins qu'en 2019. C'est le pire résultat du parti social-démocrate dans des élections européennes. Il s'effondre surtout par rapport aux législatives de 2021 (26 %). Pour ses partenaires de coalition, la chute est aussi raide. Avec 12 % des suffrages, les Verts perdent 8 points et autant de sièges à Strasbourg. Les libéraux du FDP, qui ont tenté de se singulariser en poussant pour accélérer sur l'aide à l'Ukraine face à la prudence de Scholz, se maintiendraient avec 5 % des voix. Ce sont les conservateurs de la CDU qui arrivent en tête du scrutin, avec 30 % des suffrages.

Comme prévu par les sondages, l'AfD bondit à 16 %, devenant la deuxième force politique d'Allemagne. Le parti d'extrême droite n'avait jamais obtenu un score aussi élevé. Face aux partis de gouvernement, il a tout fait pour transformer le vote en un référendum sur l'immigration. Ses représentants ont appelé à faire de l'Europe «une forteresse» et à «rapatrier» les réfugiés afghans dans leur pays d'origine. L'attaque au couteau qui a eu lieu à Mannheim une semaine avant l'élection, et lors de laquelle un policier a été poignardé à mort par un réfugié afghan, lui a sans surprise servi à faire un lien entre «politique d'immigration mal avisée» et sécurité. Lors d'un sondage récent effectué pour la télévision publique, 41 % des Allemands interrogés estimaient que la politique d'asile et d'intégration était la question la plus urgente à laquelle l'UE était confrontée, loin devant toutes les autres préoccupations. L'Allemagne est le pays qui envoie le plus d'eurodéputés à Strasbourg : 96 sur les 720 du Parlement européen.

L'AfD réalise cette percée en dépit d'une série de scandales, nés dans le sillage de Maximilian Krah, sa tête de liste, qui a dû être mis en retrait

de la campagne. En l'espace de quelques semaines, un espion chinois a été découvert parmi ses collaborateurs au Parlement européen, lui-même a été visé par une enquête préliminaire du parquet de Dresde pour soupçons de financements russes et chinois, avant d'estimer lors d'une interview que les membres de la Waffen-SS n'étaient pas tous des «criminels». Ces multiples errements se sont ajoutés à un scandale d'ampleur, la réunion des dirigeants du parti à Potsdam pour concocter un plan de déportation («remigration») de millions d'étrangers «inintégréables» et d'Allemands «indésirables», qui a été révélé à la fin de l'année 2023 par le média d'investigation *Correctiv*. À l'époque, des millions d'Allemands avaient défilé dans les rues contre l'extrême droite.

À défaut d'avoir dégoûté les électeurs, cette succession de scandales a fini par pousser le parti hors du groupe Identité et Démocratie, avec lequel il siégeait au Parlement européen jusqu'au mois dernier. Désormais sans affiliation, ses nouveaux eurodéputés (ils devraient disposer de 17 sièges) n'auront probablement qu'une influence limitée.

CÉLIAN MACÉ

En Espagne, Pedro Sánchez s'en sort encore

Le Premier ministre socialiste n'est devancé que d'une courte tête par les conservateurs. Le Parti Populaire échoue à nouveau dans sa stratégie de dénigrement du chef du gouvernement espagnol.

En Espagne, les élections se suivent et se ressemblent. À la manière d'un duel gauche-droite à l'ancienne. Et à la fin c'est toujours Pedro Sánchez qui gagne. Les socialistes du PSOE ont beau arriver deuxième aux européennes de dimanche avec entre 20 et 22 sièges selon les premières estimations, c'est tout de même une victoire symbolique sur les conservateurs du PP (21 à 23 sièges), qui rêvaient d'une victoire nette, d'un vote sanction contre le Premier ministre espagnol. L'extrême droite de Vox monte à 10,5 % et Sumar (gauche) enregistre 6,3 %, toujours selon les premières estimations.

Après un an de forte instabilité politique, l'Espagne va enfin sortir de cette ambiance de campagne permanente. Le score des socialistes va permettre à Pedro Sánchez d'avoir les coudées franches et d'appuyer sur l'accélérateur pour son programme dit de «régénération démocratique» avec ses partenaires de Sumar (gauche). Et surtout, il va pouvoir profiter de presque deux années aux manettes sans nouvelles élections.

Pour la droite et l'extrême droite, c'est encore un revers cuisant, une nouvelle preuve que sa campagne de dénigrement permanent du Premier ministre ne prend pas au-delà d'un électoral qui lui est déjà acquis. Et ils ont pourtant tout fait, pour ces élections comme pour les précédentes – notamment lors des législatives de

juillet 2023 –, pour faire tomber le phénix de la politique espagnole.

La campagne a été empoisonnée par l'affaire Begonia Sánchez, du nom de la femme de Pedro Sánchez, citée à comparaître dans une enquête pour corruption et trafic d'influence pour avoir soutenu un entrepreneur dans le cadre d'appels d'offres publics d'un montant de dix millions d'euros. La procédure judiciaire avait été lancée en avril après la plainte d'un collectif proche de l'extrême droite appelé «Manos limpias» (mains propres), qui avait lui-même reconnu que sa démarche reposait uniquement sur des articles de presse. Vox (extrême droite) et le PP en ont fait leur miel pendant toute la période préélectorale, en appelant sans relâche Sánchez à démissionner. Les conservateurs ont même promis qu'ils demanderaient une motion de censure contre le gouvernement au Parlement s'ils obtenaient une large victoire aux européennes, liant deux sujets censés être distincts.

Ces débats, et ceux provoqués par la très controversée loi d'amnistie pour les séparatistes catalans, ont laissé de côté les sujets européens. Malgré un premier épisode de canicule et une sécheresse persistante, l'environnement a également été complètement négligé.

Moins fringant dans les sondages que d'autres partis d'extrême droite européens, Vox avait tenté de faire décoller sa campagne en organisant un grand rassemblement de ses amis nationalistes à Madrid. Marine Le Pen, Giorgia Meloni, Viktor Orbán et l'ancien Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki se sont pressés à ce raout, où l'on a critiqué «la décadence morale de la gauche», «la théorie du genre» et «l'immigration incontrôlée». Sans beaucoup d'effets dans les urnes.

BENJAMIN DELILLE

qui se place cette fois-ci à la dernière marche du podium. Selon le sondage de sortie des urnes, le parti du Premier ministre en partance, Mark Rutte, devrait bénéficier de 4 sièges, soit un de moins qu'il y a cinq ans. Au niveau national, la formation de centre droit – qui a longtemps dominé la vie politique – a récemment signé un accord de coalition avec le PVV, ainsi qu'avec les nouveaux conservateurs du NSC et le parti populiste agrarien du BBB.

Signé trois semaines avant les européennes – cet accord et la formation du gouvernement, une saga qui dure depuis plus de six mois, ont accaparé l'attention des Néerlandais. Fin mai, les quatre forma-

tions ont réussi à se mettre d'accord sur un Premier ministre, l'ancien chef des services de renseignement Dick Schoof, mais elles sont toujours en pourparlers pour l'attribution des ministères. Outre d'inquiétantes mesures sur l'immigration et l'environnement, leur accord de coalition prévoit une coupe de 1,6 milliard d'euros dans la contribution néerlandaise au budget de l'UE.

Barre franchie. Malgré une campagne européenne éclipsée, le taux de participation est de presque 47 %, selon le sondage. En 2019, près de 42 % des électeurs s'étaient rendus dans l'isoloir, une barre qui n'avait jamais été franchie depuis une trentaine d'années. En dehors du podium ce vendredi, on retrouve deux partis centristes : l'Appel chrétien-démocrate (CDA) et le parti social-libéral (D66), qui remportent chacun 3 sièges. Le BBB et le NSC, eux, font leur grande entrée au Parlement européen, avec respectivement 2 et 1 siège. Les quatre partis de droite et d'extrême droite qui ont signé l'accord de coalition remporteraient ainsi 14 sièges sur 31, soit moins de la majorité.

N.D.I.
et CLARA GRÉGOIRE

«D'autres partis qui nous ressemblent se développent, de la France à la Belgique, de l'Autriche à l'Italie.»

Geert Wilders dirigeant du parti d'extrême droite PVV

Par
**SONIA
DELESALLE-STOLPER**

Depuis sa cabine de surveillance sur la plage de Tel-Aviv samedi, le maître-sauveteur a pris son micro et a annoncé la nouvelle : quatre otages enlevés par le Hamas lors de son attaque terroriste du 7 octobre ont été libérés par les forces spéciales israéliennes. En vie. L'explosion de joie sur le sable a été immédiate. Les applaudissements ont crépité et les visages ont tous affiché un sourire radieux. Dans tout Israël, la joie s'est répandue. Peu après l'annonce de la libération de Noa Argamani, 26 ans, Almog Meir Jan, 22 ans, Andrey Kozlov, 27 ans et Shlomi Ziv, 41 ans, tous enlevés alors qu'ils participaient à un festival de musique, le bureau du Premier ministre a posté un laconique message : «*Il y a peu de temps, le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, s'est entretenu avec Noa Argamani.*» Par ces mots,

le chef du gouvernement israélien se replaçait au centre de l'action, lui qui a soigneusement évité de se montrer en public ces derniers mois lors des annonces de la mort de plusieurs autres otages. Cette fois-ci, il a pris grand soin de diffuser les images de ses rencontres avec les otages dans la soirée de samedi. La libération des quatre prisonniers, qui semblent tous en relativement bonne santé, a été assombrie par la nouvelle que le père de l'un d'entre eux, Almog Meir Jan, était mort quelques heures avant l'annonce de la libération de son fils. «*Mon frère est mort de chagrin et n'a pas pu voir Almog revenir. Il ne pouvait plus tenir, chaque accord raté lui brisait un peu plus le cœur,*» a raconté à la radio Dina Jan, la tante d'Almog. Par ailleurs, l'opération aurait provoqué de très nombreuses morts de civils palestiniens. Selon le ministère de la Santé de Gaza, contrôlé par le Hamas, au moins 274 Palestiniens auraient été tués et 698 blessés dans des frappes israéliennes

sur le camp de réfugiés de Nuseirat, au centre de la bande de Gaza. Ces chiffres n'ont pas pu être vérifiés indépendamment. Le conseiller américain à la Sécurité nationale, Jake Sullivan, a indiqué dimanche que les Etats-Unis n'étaient «*pas en position de pouvoir donner une estimation fiable*» sur le nombre de Palestiniens tués pendant l'opération. «*Les forces armées israéliennes ont avancé un nombre, le ministère de la Santé de Gaza, contrôlé par le Hamas, un autre. Mais nous savons que des personnes innocentes ont été tragiquement tuées dans cette opération. Nous ne connaissons pas le nombre exact, mais des personnes innocentes sont mortes et c'est déchirant et tragique,*» a-t-il dit lors d'une interview sur CBS. Avec l'annonce de ces libérations, Benyamin Nétanyahou, ce vieux roué et stratège de la politique israélienne, a pu pousser temporairement un soupir de satisfaction. Il sait qu'il a marqué des points. Après des semaines où la tension et

les pressions internes mais aussi internationales n'ont cessé de s'accroître pour qu'il accepte enfin un cessez-le-feu et le plan soutenu par les Etats-Unis, présenté le 31 mai par le président américain, Joe Biden. «*Vous avez prouvé qu'Israël ne cède pas face au terrorisme et agit avec une créativité et un courage sans limites pour ramener nos otages à la maison,*» a déclaré Benyamin Nétanyahou à l'attention des forces israéliennes.

«GRAINES D'ÉTÉ»

Le Premier ministre sait qu'il a aussi gagné un peu de temps. Selon plusieurs sources gouvernementales citées par la presse, le chef du Shin Bet, les services secrets israéliens, avait présenté pour approbation jeudi soir au gouvernement le plan pour l'opération de libération des otages, ses risques et ses implications, après des semaines de travail intense de renseignement. Une équipe américaine spécialisée, présente en Israël, aurait apporté une

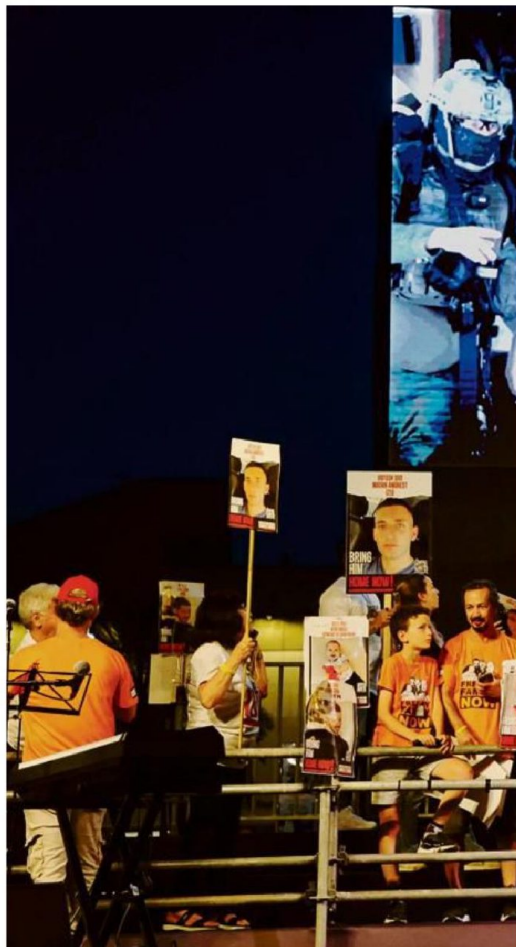
assistance pour préparer l'opération mais n'aurait pas participé directement à l'action, selon des officiels américains.

D'après un porte-parole de l'armée israélienne, «*la libération des otages a été l'une des opérations de sauvetage les plus compliquées de l'histoire*». L'opération avait été baptisée «*Summer Seeds*» («*Graines d'été*»). Les otages étaient détenus dans des zones à forte densité de population, dans des immeubles de trois ou quatre étages, dans des appartements d'où ils étaient régulièrement déplacés. Lors de l'attaque pour les libérer, les forces spéciales ont localisé Noa Argamani – qui a pu serrer dimanche dans ses bras sa mère mourante, atteinte d'un cancer en phase terminale – au premier étage d'un immeuble alors que les trois hommes otages étaient retenus au troisième étage d'un autre immeuble, à plusieurs centaines de mètres, selon Tsahal. Benny Gantz, grand rival de Nétanyahou et ministre membre du cabi-

Israël Quatre otages libérés, Nétanyahou renforcé

Le succès de l'opération de sauvetage à Gaza samedi, qui aurait fait plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés côté palestinien, soulage l'opinion israélienne. Mais risque de conforter le Premier ministre dans sa stratégie militaire, réduisant les chances d'obtenir une trêve.

ANALYSE



net de guerre, avait aussi été informé et avait décidé de ne pas changer son calendrier, pour ne pas éveiller la méfiance du Hamas. Il avait en effet annoncé pour samedi une conférence de presse après avoir fixé un ultimatum à Nétanyahou afin qu'il présente un plan pour l'après-guerre à Gaza. Dimanche soir, lors d'un autre point presse, Gantz a annoncé sa démission du gouvernement d'urgence : «Nétanyahou nous empêche de progresser vers une vraie victoire. Pour cette raison, et avec le cœur lourd, nous [le parti de l'Union nationale, ndr] quittons le gouvernement d'urgence.»

Dans la soirée de samedi, Nétanyahou avait tenté de convaincre son rival de rester à ses côtés. «J'en appelle à Benny Gantz : ne quittez pas le gouvernement d'urgence», avait-il exhorté sur le réseau social X (ex-Twitter), estimant que l'heure était à «l'unité et non à la division». En vain. Le cabinet de guerre d'union national constitué après le 7 Octobre devrait être dissous et Nétanya-

hou devrait revenir à un mode de fonctionnement plus restreint, où il soumettra ses décisions à un entourage de ministres.

SURVIE POLITIQUE

Nétanyahou marque aussi peut-être des points dans l'opinion publique israélienne, de plus en plus lassée par cette guerre interminable et atrocement meurtrière à Gaza, et notamment auprès des familles des otages qui lui reprochent depuis des semaines, en manifestant dans tout Israël, d'être bien plus préoccupé par une opération militaire d'ampleur à Rafah que par la libération des prisonniers, et ce en grande partie pour assurer sa propre survie politique. Ces libérations ne peuvent que le conforter dans sa détermination à refuser un cessez-le-feu avant l'éradication complète du Hamas.

Depuis Paris, où il achevait une visite d'Etat de cinq jours autour des célébrations du 80^e anniversaire du Débarquement, le président améri-

cain, Joe Biden, a salué ces libérations. «Nous n'arrêterons pas de travailler tant que tous les otages ne seront pas rentrés chez eux et qu'un cessez-le-feu n'aura pas été signé. Il est essentiel que cela se produise», a-t-il déclaré. A ses côtés, le président français, Emmanuel Macron, s'est également réjoui de la libération des otages et a rappelé «souhaiter un cessez-le-feu». «Nous soutenons la proposition du président Biden pour obtenir la libération des otages et un cessez-le-feu», a-t-il dit. Paradoxalement, l'opération réussie de samedi risque de compliquer les négociations autour d'une trêve. Peu de temps après, les déclarations menaçantes se sont en effet multipliées. «Israël ne peut imposer ses choix au Hamas et le groupe n'acceptera aucun accord qui n'assurera pas la sécurité des Palestiniens», a déclaré Ismaïl Haniyeh, représentant du bras politique du Hamas. Un autre officiel de l'organisation, Sami Abu Zuhri, a également affirmé à Reuters que «récupérer quatre otages

après neuf mois de combats est un signe d'échec, pas de succès». Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a appelé de son côté à une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU après ce qu'il a qualifié de «massacre sanglant mené par les forces israéliennes» dans le camp de Nusseirat. Environ 250 personnes, la plupart des civils, ont été enlevées lors de l'attaque terroriste du 7 Octobre menée par le Hamas ; 105 d'entre elles avaient été libérées et échangées contre des prisonniers palestiniens lors de la courte, et seule à ce jour, trêve de novembre. Les dépouilles de 19 otages ont aussi été récupérées par l'armée israélienne. Après les libérations de samedi, il restera encore 120 otages à Gaza, dont une trentaine décédés.

Les efforts pour obtenir une trêve vont pourtant se poursuivre la semaine prochaine avec une nouvelle visite du secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken – sa huitième depuis le 7 Octobre – au Moyen-

Orient. Il devrait se rendre notamment en Israël, en Egypte, au Qatar et en Jordanie, entre ce lundi et mercredi. Il voudra pousser les protagonistes à accepter les conditions de l'accord présenté fin mai, mais les derniers événements pourraient compliquer sa tâche. Il rencontrera un Nétanyahou sans aucun doute défiant alors que, ces dernières semaines, le gouvernement américain a multiplié les signes d'agacement vis-à-vis de son allié israélien. A cinq mois exactement de l'élection présidentielle, Joe Biden ne veut plus perdre de temps pour tenter de résoudre ce conflit qui pèse lourdement sur son opinion publique et ses électeurs. Le président américain a, à plusieurs reprises, exprimé son inquiétude et sa désapprobation vis-à-vis de la volonté affichée par Nétanyahou de lancer une offensive totale sur Rafah, et a menacé de suspendre certaines livraisons d'armes, sachant que l'aide militaire américaine représente 70 % des importations d'armes d'Israël.

AFFRONTEMENTS

La visite de Blinken intervient également alors que les inquiétudes sur une extension du conflit vers le Liban se multiplient à la suite d'échanges de tirs de plus en plus nourris avec la milice du Hezbollah, soutenue par l'Iran. Dimanche, l'armée israélienne a fait état d'un tir de barrage d'au moins dix roquettes depuis le Liban vers Israël.

Selon le *Wall Street Journal*, le Qatar et l'Egypte auraient eux-mêmes menacé les dirigeants du Hamas de possibles arrestations, gels de leurs avoirs, sanctions et expulsion de Doha – où se trouve une partie des dirigeants politiques du mouvement terroriste – si ceux-ci n'acceptaient pas les conditions de l'accord présenté par les Etats-Unis.

En dépit de la joie en Israël après l'annonce de la libération des otages, des manifestations contre le gouvernement et pour obtenir de nouvelles élections se sont tenues samedi soir et ont entraîné des affrontements violents avec la police, qui a tiré des gaz lacrymogènes et a procédé à plusieurs arrestations. Dans un communiqué, les familles des otages ont souligné que tous les prisonniers restants ne pourraient être libérés grâce à des opérations spéciales comme celle de samedi et ont réclamé au gouvernement de trouver un accord avec le Hamas. «Regardez le bonheur et l'unité de la nation lorsque quatre otages sont libérés – la libération de tous nos otages rassemblera enfin notre nation. Trouvez un accord maintenant !» a réclamé devant le quartier général de l'armée Einav Zanguiker, la mère de Matan, kidnappé dans le kibboutz Nir Oz et toujours retenu à Gaza. Dimanche, lors d'une rencontre avec un groupe de familles de victimes du massacre du 7 Octobre, Benyamin Nétanyahou lui a répondu : «Nous ne nous engagerons pas à mettre fin à la guerre sans avoir rempli nos objectifs : défaire le Hamas et tous les autres. Je ne le tolérerai pas. Et pas seulement moi. Je pense que l'opinion publique dans son ensemble ne le tolérera pas.»



Manifestation appelant à la libération de tous les otages israéliens, samedi, à Tel-Aviv.
PHOTO GIL COHEN-MAGEN, AFP

Cinq ans après la mort de Steve Maia Caniço, le commissaire en procès

Accusé d'avoir commis plusieurs «fautes caractérisées», Grégoire Chassaing, à la tête de l'intervention policière concomitante à la noyade du jeune homme en 2019 à Nantes, est jugé à partir de ce lundi pour «homicide involontaire». La défense compte plaider que la chute était accidentelle.

Par
FABIEEN LEBOUCC

Dans quelques jours, cela fera cinq ans que Steve Maia Caniço est mort noyé dans la Loire. D'ici là, le tribunal correctionnel de Rennes aura jugé, pendant une semaine, le commissaire Grégoire Chassaing pour «homicide involontaire». Malgré les mises en examen de trois personnes au fil de l'enquête, dont le préfet de Loire-Atlantique Claude d'Harcourt, le policier est finalement le seul à répondre de ces faits. Dans la nuit du 21 au 22 juin 2019, au terme de la Fête de la musique, il menait une intervention sur le quai Wilson à Nantes, au cours de laquelle ses effectifs ont utilisé de nombreuses grenades lacrymogènes. Plusieurs personnes venues écouter de la musique électronique sur cette île éloignée du centre-ville sont alors tombées à l'eau, dont Steve Maia Caniço. Pendant plus d'un mois, ses

amis demandaient : «Où est Steve ?» Jusqu'à ce que le corps de l'animateur périscolaire de 24 ans soit retrouvé dans le fleuve.

Pour la Fête de la musique, une dizaine de soundsystems avaient été installés sur l'immense terrain vague, comme les années précédentes. Selon une note du directeur de la sécurité publique (DDSP) de Loire-Atlantique, Thierry Palermo, plus haut responsable policier du département, l'événement, ni déclaré ni interdit, était toléré jusqu'à 4 heures. Trente-six secondes après l'heure dite, le commissaire Chassaing annonce sur les ondes qu'il entame la tournée des DJ pour leur demander de couper le son. Tous obtempèrent sauf le dernier, à l'extrémité est du quai. La situation se tend, d'autant que la musique est arrêtée, puis relancée. Grégoire Chassaing demande à la douzaine de policiers présents de se rapprocher de leurs véhicules pour s'équiper de leur matériel antiémeute. Il

prévoit ensuite d'y «retourner», alors que parmi la foule, encore composée de centaines de fêtards sur la longueur du quai, quelques personnes leur envoient des projectiles – avec une intensité variable, selon les témoignages.

GRENATES ET LBD

Il est presque 4 h 32 quand le commissaire annonce à la radio l'usage de grenades lacrymogènes. Une phase «unaniment décrite comme la plus violente et ayant nécessité l'emploi le plus important des moyens lacrymogènes», conclut l'enquête judiciaire de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN). Or le téléphone de Steve Maia Caniço, expertisé notamment par l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale, a révélé que sa chute dans la Loire est survenue quai Wilson, à 4 h 33. Juste après l'usage des premières grenades lacrymogènes. Louis Cailliez, avocat de Grégoire Chassaing, considère que cette «concomitance» n'est pas un «lien causal».

La défense compte plaider que la chute du jeune homme était accidentelle, et a eu lieu «indépendamment de tout facteur contributif de nature policière».

La fin de cette première confrontation et la séquence suivante, au cours de laquelle les policiers avancent vers les fêtards en tentant d'en interpeller un, apparaissent dans des vidéos révélées à l'époque par Libération. Ensuite, et jusqu'à l'arrivée en renfort d'une compagnie républicaine de sécurité (CRS), à 4 h 47, la situation se fige, entre jets de projectiles et usages de grenades et de lanceurs de balle de défense, les LBD. La quantité exacte d'armes utilisées diverge selon les sources (entre les annonces à la radio, et les déclarations postérieures des agents). Mais la quantité estimée est comparable à celle employée lors d'un samedi de gilets jaunes, mouvement contestataire contemporain

de l'intervention du 22 juin 2019. Soit un usage «manifestement disproportionné, tant au regard du nombre [de munitions] utilisé, de temps très court d'utilisation (moins de vingt minutes) que du danger encouru» par les policiers, estiment les juges d'instruction dans leur ordonnance. Les magistrats soulignent aussi qu'il a fallu que la salle de commandement située à la préfecture puis le DDSP lui-même demandent par radio à plusieurs reprises au commissaire Chassaing de dire à ses troupes de ne plus utiliser de grenades lacrymogènes avant que celui-ci ne s'exécute. De son côté, Louis Cailliez souhaite que les éléments postérieurs à la chute de Steve Maia Caniço n'entrent pas en ligne de compte pour déterminer si son client est, ou non, coupable d'homicide involontaire.

Ce délit correspond au fait de causer «par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de prudence



Lors d'un rassemblement en hommage à Steve Maia Caniço, le 3 août 2019 à Nantes. PHOTO CYRIL ZANNETTACCI. VU



Dans l'enquête, des vidéos cruciales et une expertise annulée

Les images de la Fête de la musique 2019 ont beaucoup intéressé la justice pour comprendre le déroulement des faits. Au point de valoir à «Libé» d'être perquisitionné.

L'enquête sur la mort de Steve Maia Caniço, le soir de la Fête de la musique 2019 à Nantes n'y fait pas exception : les images sont primordiales pour comprendre le déroulement de faits de violences policières. Dans cette affaire, une caméra de vidéosurveillance a filmé le quai où se déroule la scène. Mais, l'image est pixelisée, lointaine, puis rapidement obstruée par les nuages de gaz lacrymogène ; elle ne permet pas de suivre précisément l'intervention de police. En revanche, les vidéos de plusieurs témoins, révélées par *Libération* en juillet 2019, autorisent un suivi, minute par minute, de l'action des forces de l'ordre. On les voit utiliser leur taser, avancer en ligne avec des boucliers, utiliser leurs matraques, et surtout plusieurs grenades lacrymogènes, quand bien même des témoins crient que des gens sont tombés dans la Loire.

Chronologie. Ces vidéos ont intéressé le juge d'instruction chargé de l'enquête sur la mort de Steve Maia Caniço, qui aboutit aujourd'hui au renvoi du commissaire Grégoire Chassaing devant le tribunal correctionnel de Rennes pour «homicide involontaire» (lire ci-contre). Le magistrat a donc demandé à *Libération* de fournir les fichiers originaux (appelés «rushs») ayant permis de réaliser notre enquête. En accord avec nos sources, nous avons refusé de fournir ces documents à la justice, étant donné que nous avions déjà publié les images en question. Passant outre ce refus, le juge d'instruction a décidé, comme la loi le lui permet, de perquisitionner les

locaux de *Libération*, le 16 juin 2021. Le journal s'est opposé à cette mesure. Mais le juge des libertés et de la détention l'a validée : les fichiers originaux ont donc été versés dans la procédure.

Ces documents, conjugués aux enregistrements des échanges radio, ont permis à l'inspection générale de la police nationale d'établir une chronologie des faits à la seconde près. Avec d'autres éléments de l'enquête, dont la vidéosurveillance évoquée plus haut, ces images ont nourri le travail de l'ONG Index. Cette association a été commise par le juge d'instruction pour réaliser une expertise 3D visant à «une reconstitution des opérations d'enquête permettant de fixer sa chute [celle de Steve Maia Caniço, ndr] à l'eau dans le temps et dans une zone de l'espace».

Trop engagée. La vidéo d'Index, longue de près d'une heure et publiée par le média *Disclose* en avril 2022, a toutefois été écartée de la procédure judiciaire, car la défense a demandé et obtenu son annulation. L'avocat Louis Cailliez, qui assiste le commissaire Grégoire Chassaing, estimait notamment que l'ONG était trop engagée, en ce qu'elle a pour habitude de réaliser des vidéos de reconstitutions de violences policières, travaillant avec des parties civiles ou des médias (dont *Libération*). Mais la chambre de l'instruction, dans une décision du 28 octobre 2022, a retenu un tout autre grief, purement formel, également soulevé par l'avocat. Le magistrat n'a pas prévenu les parties qu'il désignait cette association pour réaliser une expertise, et il n'a pas suffisamment motivé sa décision de ne pas le faire. Judiciairement, l'expertise d'Index n'existe pas : elle n'est mentionnée nulle part dans l'ordonnance de renvoi devant le tribunal du commissaire Chassaing, et ne pourra pas être évoquée au cours de son procès. Seules les images brutes le seront.

ISMAËL HALISSAT et FABIEEN LEBOUCC

ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement, la mort d'autrui», dispose le code pénal. C'est par exemple le cas d'un accident mortel de la circulation : l'auteur cause directement et involontairement un décès. Dans cette affaire, c'est une autre forme d'homicide involontaire, reposant sur une causalité indirecte, qu'identifient les magistrats. Pour eux, le commissaire a «contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage». Et cela non pas en violant délibérément une obligation de prudence, mais en commettant «une faute caractérisée qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité qu'elle ne pouvaient ignorer».

«SOLIDITÉ DES PREUVES»

Au terme d'une ordonnance de plus de 140 pages, les juges d'instruction ont décidé de renvoyer Chassaing devant le tribunal correctionnel pour avoir commis plusieurs de ces «fautes caractérisées» : d'avoir

cédé à la provocation des DJ, «alors qu'il aurait dû ordonner à ses hommes de s'éloigner dans l'attente de renfort» ; de n'avoir pas tenu compte du contexte de l'intervention «en laissant ses troupes utiliser, sans autorisation préalable et sans sommation, de manière disproportionnée [...] des grenades lacrymogènes à proximité de la foule présente, que le vent allait projeter sur l'ensemble du quai Wilson, provoquant l'aveuglement et la désorientation» ; ou encore d'avoir demandé aux policiers de réaliser au moins une interpellation malgré le contexte défavorable (et notamment leur sous-effectif). À l'approche du procès, la famille de Steve Maia Caniço se partage entre «l'inquiétude de voir leur deuil ravivé», indique l'avocate Cécile de Oliveira, et une «grande confiance dans la justice, et dans la solidité des preuves qui seront débattues devant le tribunal correctionnel». L'enquête s'est aussi intéressée au directeur de cabinet du préfet au

moment des faits, Johann Mougenot, qui a été mis en examen jusqu'aux derniers moments de l'instruction. Impliqué, en tant que représentant de la préfecture de Loire-Atlantique, dans la préparation de la Fête de la musique, il a toutefois été mis hors de cause par les juges d'instruction. Certes, le quai Wilson était insuffisamment sécurisé, notamment du fait de l'absence de barrières au bord de la Loire. Mais «cette abstention fautive [de sécurisation] aurait depuis plusieurs années (au moins depuis 2008) et n'avait pas été remise à l'ordre du jour malgré les chutes dans la Loire constatées en 2017. En outre, cette abstention fautive ne saurait reposer sur le seul directeur de cabinet du préfet», ont estimé les magistrats. Ces derniers n'ont pas non plus renvoyé devant le tribunal les personnes placées sous le statut de témoin assisté au cours de l'enquête : le préfet Claude d'Harcourt, le DDSF Thierry Palermo, le capi-

taine de police Erwan G. (présent le soir des faits), la maire socialiste de Nantes Johanna Rolland, l'adjoint à la sécurité Gilles Nicolas, la mairie et la métropole de Nantes (en tant que personnes morales), et le DJ Nicolas R., à qui il était reproché d'avoir remis le son après l'avoir coupé à la demande des policiers.

INSTRUCTIONS EN COURS

L'instruction judiciaire qui mène aujourd'hui au procès du commissaire Grégoire Chassaing n'est que l'une des très nombreuses enquêtes ouvertes relativement à la Fête de la musique de 2019. Deux autres instructions sont encore en cours. L'une a trait aux «blessures» et aux «mises en danger de la vie d'autrui» engendrées par l'opération des forces de l'ordre. L'autre concerne les blessures de plusieurs policiers. De plus, l'enquête du Défenseur des droits concernant cette soirée est toujours ouverte. Enfin, deux enquêtes administratives – closes –

ont également porté sur ces faits. D'une part, une enquête menée en quelques semaines par l'IGPN, et vite brandie par le gouvernement pour affirmer l'innocence des forces de l'ordre. Cette enquête, n'ayant pas les mêmes moyens (et pas les mêmes conclusions) que celle menée par l'IGPN dans le cadre judiciaire, se révèle a posteriori «succincte et peu étayée», estiment les juges. Enfin, l'inspection générale de l'administration (IGA) s'était aussi penchée sur la nuit du 21 au 22 juin 2019. Sans se prononcer sur la commission, ou non, de fautes par les forces de l'ordre, elle questionnait «l'opportunité pour la DDSF d'intervenir de la sorte sur une emprise portuaire donnant un accès direct à la Loire, pendant une manifestation festive habituelle et à une heure où la lucidité de certains témoins était sans doute altérée», et sur le caractère «approprié» de la manœuvre du commissaire Chassaing. ➤



LIBÉ.FR

Finale dames: Iga Swiatek, sang froid et sans pitié

Porte d'Auteuil, la numéro 1 mondiale ne bat pas ses adversaires, elle les écrase. En collant à l'Italienne Jasmine Paolini son tarif habituel samedi (6-2, 6-1 en à peine une heure de jeu), la Polonaise a remporté, à seulement 23 ans, son quatrième Roland-Garros. Soit autant que Rafael Nadal au même âge. PHOTO REUTERS



L'Espagnol Carlos Alcaraz après sa victoire à Roland-Garros, dimanche. PHOTO AURÉLIEN MORISSARD AP

Roland-Garros: Carlos Alcaraz remporte son premier sacre sur l'ocre

A 21 ans à peine, l'Espagnol s'est imposé dimanche en finale du tournoi (6-3; 2-6; 5-7; 6-1; 6-2). Il compte désormais trois Grand Chelem à son palmarès: un sur chaque surface.

Par
JULIEN LECOT

A quarante-huit heures de sa première finale à Roland-Garros, Carlos Alcaraz a fait un bond dans le passé. Devant les journalistes, il s'est replongé dans son enfance passée en banlieue de Murcie, dans le sud de l'Espagne. Il a raconté ces fins de journée de mai et de juin, quand, haut comme

trois pommes, il courait en rentrant de l'école pour se jeter sur la télé et y regarder Rafael Nadal écrire sa légende Porte d'Auteuil. «C'était incroyable, s'est souvenu Alcaraz, nostalgique. Je me disais: moi aussi, je veux ajouter mon nom à la liste des Espagnols qui ont gagné ce tournoi.» Dimanche, le gamin d'El Palmar l'a fait. En battant Alexander Zverev en cinq sets (6-3; 2-6; 5-7; 6-1; 6-2), Carlos Alcaraz a soulevé à 21 ans à peine sa première coupe des Mousquetaires. Avec trois Grand Chelem au compteur (US Open 2022, Wimbledon 2023 et Roland-Garros 2024), il marque déjà l'histoire de son sport: jamais un joueur aussi jeune n'avait réussi à s'imposer sur les trois surfaces (dur, herbe, terre battue). Histoire de restituer l'exploit, Nadal l'avait

fait à 22 ans, Federer à 27 et Djokovic à 29.

Missiles. Pour en arriver là, pour Carlos Alcaraz, la bataille a été longue. Contrairement aux huit Alpha Jet de la patrouille de France, passés toute bombe au-dessus du court Philippe-Chatrier, l'Espagnol et son adversaire du jour ont démarré la partie *piano*. Des gradins, pour une fois bien garnis, on sent les deux hommes stressés. Alexander Zverev le montre bien: lui, l'excellent serveur (64 aces au compteur depuis le début du tournoi), commence par deux doubles fautes avant de changer de raquette – c'est toujours la faute de la raquette. D'abord pas beaucoup plus vaillant, Alcaraz le bouscule quand le match commence

L'HOMME DU JOUR

vraiment, une fois les vingt premières minutes de chauffe passées. La grosse douzaine de rebonds que Zverev inflige à la balle avant chaque service n'endort que lui. Qu'il serve à 220 kilomètres-heure ou pleine ligne, rien n'y fait: l'Espagnol remet tout et prend les devants au bout de trois quarts d'heure (6-3). L'occasion de dépoussiérer les livres d'histoire: dans sa courte carrière, Alcaraz s'était retrouvé 46 fois avec un set d'avance en Grand Chelem. Il a gagné 45 fois.

Coups de gueule vers son clan, raquette qu'il se retire d'exploser par terre, arbitre qu'il contraint à faire descendre de sa chaise pour vérifier une marque... Frustré de ne pas réussir à manœuvrer son adversaire comme il le sou-

haite, «Sascha» Zverev paraît à deux doigts du craquage. Sa frustration, il la passe dans son tennis: comme souvent, plus le match avance, plus il tape fort. Alcaraz reçoit des missiles de services qu'il renvoie collés à la bache de fond de court. S'il pouvait s'asseoir en tribunes pour prendre plus de recul, probablement qu'il le ferait aussi. Rien n'y fait, l'Espagnol prend l'eau. Un set partout, balle au centre. Consentant de la surpuissance de son adversaire lorsque les échanges s'éternisent en fond de court, «Carlitos» tente de varier son jeu. Il amène l'Allemand au filet, le fait repartir en fond de court, puis revenir au filet. La tactique marche un temps. Mais Zverev est un mur qui renvoie tout. Malgré son mètre quatre-vingt-dix-huit, il se déplace comme une gazelle et saute sur les balles

comme un guépard. Alcaraz déraile et perd la manche. La faute au manque de terre battue sur le court, dit-il à l'arbitre – Djokovic s'en était aussi plaint il y a quelques jours.

Génie. On ne sait pas si c'est le coup de balai passé au changement de côté, mais le début du quatrième acte sourit à l'Espagnol. Son entrée de set est dantesque quand son adversaire accuse le coup. Un appel au kiné, puis au médecin, pour ce qui ressemble à une gêne à l'adducteur gauche, jette un petit froid sur le court. Mais la patte gauche d'Alcaraz semble tenir: au terme d'une manche décousue (6-1), il emmène les 15 000 spectateurs du Chatrier dans un cinquième set tendu au possible. Ce n'est que la troisième fois qu'une finale est aussi disputée au XXI^e siècle.

Arrivée à ce stade, l'affaire se joue sur des détails. Il y a le mental d'un côté – les deux sont des machines, imbattables ou presque dans les moments tendus. La fatigue de l'autre. Avantage d'Alcaraz dans ce domaine: Zverev a passé dix-neuf heures et vingt-sept minutes sur les courts pour arriver en finale, soit une grosse heure de plus que n'importe quel finaliste depuis trente ans. Sous sa grande carcasse, l'Allemand a de la réserve, mais elle n'est pas illimitée. Lui qui a si longtemps semblé infatigable pioche sec en cette fin de match, et ça se voit: la balle giclé moins de sa raquette, il fait quelques fautes grossières et s'effondre petit à petit. Pas forcément plus frais, l'Espagnol s'en sort grâce à quelques coups de génie quand l'échange se tend. La manche bascule assez logiquement en sa faveur sur une ultime faute de Zverev (6-2), et le match avec.

Sur le court, Carlos Alcaraz explose de joie et s'écroule. Puis il court en tribunes sauter dans les bras de son clan, les yeux rougis, sourire aux lèvres. Le même qu'il arborait déjà gamin, quand il rêvait ses gammes sur la terre battue espagnole. «Je joue avec passion. Je joue avec ce rêve, le rêve de l'enfant qui voulait être dans ce genre de situation», nous expliquait-il vendredi. Dimanche, le rêve est devenu réalité. ➤



LIBÉ.FR

Dérives des influenceurs: un an après l'entrée en vigueur de la loi, un «très bon premier pas»

Si la loi du 9 juin 2023 a obligé les créateurs de contenu à clarifier leurs partenariats commerciaux, certains acteurs du secteur observent que les effets d'un tel texte demeurent encore limités. Pour le député socialiste du Calvados Arthur Delaporte, qui a porté le projet de loi, le texte a contribué «à faire passer le message que la règle de l'impunité était terminée». PHOTO S. PUECH

338

C'est le nombre de sites frauduleux de vente ou de revente de billets pour les JO qui ont été recensés, dévoile France Info. Pour traquer les fraudes dans le cadre des Jeux de Paris, 200 gendarmes constitués en «cyber-patrouilles» sont mobilisés, sous la houlette d'Europol. Depuis le début des investigations en mars 2023, «338 sites frauduleux ont été recensés, dont 51 ont été fermés et 140 ont été mis en demeure», dévoile France Info dans une enquête publiée dimanche. Pour rappel, la plateforme tickets.paris2024.org est la seule habilitée à la revente de billets. En dehors de quelques distributeurs agréés, tous les autres canaux sont potentiellement des arnaques, et sont illégaux, même les sites habituels de revente de billets de concerts.

Des champs à nouveau devenus lieux d'affrontements, la mégabassine en moins. Les organisateurs de la manifestation contre l'A69, interdite par la préfecture, ont néanmoins tout fait samedi pour «ne pas vivre un deuxième Sainte-Solène» et des dizaines de blessés. L'objectif semble en partie accompli, en dépit d'affrontements parfois violents avec les forces de l'ordre.

La «manifestation» organisée par les Soulèvements de la Terre, La voie est libre et XR Toulouse se voulait «festive». Les milliers d'opposants à l'autoroute contestée, divisés en plusieurs cortèges, ont convergé en bas d'une colline non loin de Puy-laurens, dans le Tarn, et du futur tracé. Mais ils ont rapidement été bloqués et encerclés par un imposant dispositif des forces de l'ordre - 1600 policiers et gendarmes avaient été mo-

«On rentre boire des coups, c'est pas grave, [l'envahissement du chantier de l'A69] sera pour une prochaine fois».

UN MANIFESTANT ANTI-A69 samedi dans le Tarn

bilisés pour le week-end. Le but: ne pas laisser les opposants franchir la départementale D926, et les contenir sur le terrain privé où ils ont le droit d'être installés. Tracé anticipé ou improvisation totale, 7000 manifestants - selon les organisateurs, 2000 d'après la préfecture du Tarn - se sont éparpillés sur des kilomètres de champs pour tenter d'atteindre le ruban goudronné, en vain. Les forces de l'ordre ne font pas dans la dentelle aussitôt que

certain manifestants pointent le bout de leur cagoule. Quelques cocktails molotov fusent d'un côté, des dizaines de grenades de désencerclement pleuvent de l'autre. Les autorités évoquent «250 manifestants radicalisés», «déterminés à commettre des actes de violence».

«Ils ont un arsenal démesuré», souffle un manifestant. Derrière la longue ligne des CRS harnachés de pied en cap, l'un d'eux crie à son collègue qui lui demande

pourquoi il n'a pas davantage arrosé les militants: «J'ai pas grenadé parce que je voulais pas grenader les collègues, c'est tout!» Ces vives tensions ont fait trois blessés légers parmi les forces de l'ordre et au moins une vingtaine parmi les manifestants, dont trois graves, d'après les organisateurs.

Après quatre heures de marche, ceux-ci avaient appelé au repli pour éviter davantage de dégâts. «On rentre boire des coups, c'est pas grave», l'envahissement du chantier «sera pour une prochaine fois», relativise un manifestant cagoulé de la tête aux pieds. «On a été courageux et surtout on a pris soin des uns des autres», félicite au mégaphone un représentant des Soulèvements de la Terre.

SASCHA GARCIA

Envoyé spécial dans le Tarn
A lire en intégralité sur Libé.fr

Chlordécone: l'audience de l'espoir pour les parties civiles

La chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris examine ce lundi le recours, si important aux Antilles, contre le non-lieu incompromis prononcé dans le dossier pénal de la pollution au chlordécone. Utilisé dans les bananeraies de la Guadeloupe et de la Martinique jusqu'au début des années 90 pour lutter contre un insecte ravageur, ce pesticide ultratoxique a contaminé des milliers d'hectares et se retrouve encore aujourd'hui dans le sang de plus de 90 % des habitants.

Le 2 janvier 2023, tout en reconnaissant dans leur décision un «scandale sanitaire», les deux juges d'instruction chargés de cette affaire avaient prononcé la clôture de l'enquête sans poursuites judiciaires. Faute, selon elles, de «charges suffisantes pour caractériser une infraction pénale». Au grand dépit des associations ultramarines qui avaient déposé plainte en 2006 pour, entre autres, «empoisonnement» et «mise en danger d'autrui».

Affligées de ce dénouement après dix-sept années de

procédure, les parties civiles ont décidé de faire appel de cette ordonnance de non-lieu. Elles sont historiquement une quinzaine, en majorité des associations. Mais, ces derniers mois, plus de 600 personnes se sont manifestées pour intégrer la procédure en cours. «Nous ne lâcherons rien, jamais», proclame Raphaël Constant, l'avocat de l'association requérante Pour une écologie urbaine. La moindre des choses serait que la justice approfondisse avec le plus grand des sérieux les causes, les conséquences et surtout la réalité de ce qu'il s'est passé.

La France a attendu 1990 pour bannir l'usage de l'insecticide, pourtant prosaïquement définitivement aux Etats-Unis dès 1977 et classé cancérigène possible par l'OMS en 1979. Et même 1993 pour l'interdire de manière formelle aux Antilles, où il avait continué à être autorisé pour les producteurs de bananes par dérogations ministérielles. Perturbateur endocrinien reconnu reprotoxique (qui altère la fertilité) et neurotoxique, le chlordécone est

aussi soupçonné d'augmenter le risque de cancer de la prostate. «L'ordonnance de non-lieu évoque la difficulté de récolter des preuves. Or les juges d'instruction n'ont jamais mis les pieds ni en Guadeloupe ni en Martinique, tacle Raphaël Constant. Ne pas interroger les victimes, ne pas vérifier les dégâts sur place, j'appelle ça du travail bâclé.»

La ténacité des associations de victimes a poussé les députés à adopter en première lecture, le 29 février, une proposition de loi reconnaissant symboliquement la «responsabilité» de l'Etat dans l'affaire du chlordécone. Défendu par le député de la Guadeloupe Elie Califer (apparenté socialiste), le texte acte sans ambages le rôle de la «République française» dans les «préjudices sanitaires, moraux, écologiques et économiques subis par les territoires de Guadeloupe et de Martinique et par leurs populations». Il prévoit des objectifs de dépollution de l'environnement et «d'indemnisation des victimes».

ANALIS MORAN

Les informés

de Bérengère Bonte, du lundi au vendredi à 20h

1h de décryptage et d'analyse de l'actualité

chaque lundi avec



franceinfo:
radio . web . tv canal 27




LIBÉ.FR
Rome, dernière étape avant Paris 2024

La médaille d'argent pour l'heptathète française Auriana Lazraq-Khliss (photo), du stress pour Kevin Mayer qui tentera de décrocher sa qualification aux Jeux ce lundi, sans oublier l'or de Cyrena Samba-Mayela ou les espoirs de Quentin Bigot et Yann Chaussinand en finale au marteau... Retrouvez les reportages de notre envoyée spéciale aux championnats d'Europe d'athlétisme de Rome, où se jouent jusqu'à mercredi plusieurs destins olympiques. PHOTO AFP

Christophe Deloire, «héros de la liberté de la presse»

Infatigable défenseur du journalisme, à l'œuvre jusqu'au bout dans nombre de dossiers sensibles, le secrétaire général de Reporters sans frontières est mort samedi à 53 ans.

Par **ADRIEN FRANQUE**

Ces derniers mois, il avait œuvré, en tant que secrétaire général de Reporters sans frontières, à la libération du journaliste franco-afghan Mortaza Behboudi, après avoir ouvert des canaux de négociation avec les talibans qui le retenaient en otage. Il avait aidé à faire sortir de Russie Marina Ovsianikova, qui risquait dix ans de prison pour avoir brandi une

DISPARITION

pancarte «Non à la guerre» en plein journal télé. Il s'était vaillamment rendu sur le plateau de Pascal Praud, sur CNews, pour défendre la décision du Conseil d'Etat intimant l'Arcom, après une plainte de Reporters sans frontières, de mieux contrôler le pluralisme à la télévision. Il avait visité plusieurs fois Julian Assange dans sa prison londonienne. Il s'était aussi vu confier par Emmanuel Macron le pilotage d'Etats généraux de l'information, initiative qu'il portait de longue date auprès de l'Elysée. Samedi, Christophe Deloire s'est brutalement éteint à 53 ans, emporté par un cancer fulgurant, selon un communiqué de RSF. La liberté de la presse perd l'un de ses plus infatigables défenseurs.

C'est ce qui étonnait le plus les gens qui apprenaient à découvrir son engagement infatigable, au-delà de ses airs bonhommes : cette sorte d'élan prodigieux, d'extraordinaire volontarisme pour faire bouger les lignes malgré les chefs d'Etat, les preneurs d'otages, les désinformateurs de tous crins. Lui revendiquait privilégier les négociations diplomatiques avec les puissants – quitte à être accusé de compromission – aux admonestations militantes souvent stériles : «Pour faire avancer des dossiers, il faut y aller, proposer, raconter – il à Libération cet automne. Ça marche rarement en gueulant de loin.» Un activisme pas dénué d'ambitions personnelles, mais toujours guidé par une lutte acharnée pour la liberté de la presse.

Sous son patronage, depuis 2012, Reporters sans frontières a acquis une autre dimension, passant d'une ONG attribuant des bons et mauvais points depuis Paris à un acteur offensif de la défense des journalistes et de l'information, avec quatorze bureaux dans le monde et un budget qui avait doublé dernièrement. Tout en faisant tourner RSF au quotidien, Christophe Deloire gardait un œil sur tous les sujets qui comptent, et notamment la réglementation de l'espace numérique face aux monstrueuses plateformes américaines, comme en atteste son récent livre *la Matrice*.

Un instinct hérité de ses années de journaliste, quand il publiait des livres enquêtes sulfureux sur le sexe en politique (*Sexus Politicus*, 2006) quelques années avant l'affaire Dominique Strauss-Kahn, ou la menace islamiste en France au début des années 2000 (*les Islamistes sont déjà là*, 2004). Fils d'instituteurs, il rappelait volontiers ses origines bourbonnaises, grandi dans un petit village de l'Allier, avec l'envie de devenir «astrophysicien, haut fonctionnaire ou journaliste», comme il nous l'expliquait il y a quelques mois. Il fera finalement des études de commerce, entamera ensuite des démarches pour devenir Casque bleu à Sarajevo, avant de se retrouver finalement rattrapé par le journalisme, lors de son service national, effectué pour TF1 à Berlin. En 1998, il entre au magazine *le Point* et publie son premier livre, une contre-enquête menée avec un détective privé sur l'affaire Omar Raddad.

Leitmotiv. Une pratique du journalisme pas forcément académique, pour celui qui deviendra pourtant en 2008 directeur du Centre de formation des journalistes. Un éloignement de la presse guidé par l'envie de «passer à l'action, de construire, devenir maçon», racontait-il à Libé. Tout en gardant de grands souvenirs de son exercice du journalisme, revenant par exemple sur une rencontre au Soudan avec Hassan al-Tourabi, «le pape noir du



Christophe Deloire en septembre. PHOTO DENIS ALLARD

terrorisme» : «Ce qui m'a toujours plu, c'était d'aller voir un SDF le matin, un milliardaire l'après-midi, un policier puis un délinquant.» Il conservera ce leitmotiv à la tête de RSF, allant de prisons en ambassades, discutant autant avec le secrétaire général de l'ONU António Guterres qu'avec des preneurs d'otages. L'une de ses principales réalisations fut la création du Forum sur l'information et la démocratie en 2019, un ambitieux programme mondial de lutte contre le «désordre informationnel», sorte de Giec de l'information qui lui fit une place sur la photo au milieu des chefs d'Etat et des prix Nobel.

«Enquêteur, formateur, président d'ONG, Christophe Deloire avait le journalisme au cœur. Pour la liberté d'information et le débat démocratique, cet esprit libre se battait, sans frontières, sans repos», a écrit samedi le président de la République, Emmanuel Macron, sur X pour saluer la mémoire de Christophe Deloire. La restitution des travaux des Etats généraux de l'information, le 26 juin, devrait être teintée d'une émotion particulière après la disparition de son instigateur.

«Reconnaisant». Dans la multitude d'hommages publiés sur les réseaux sociaux ces dernières heures, on en

retiendra peut-être une poignée, encore plus significatives : ceux de journalistes anciens otages. Comme Olivier Dubois, qui salue «un grand défenseur de la liberté d'expression et d'information» : Mortaza Behboudi, pour qui Christophe Deloire était un «héros de la liberté de la presse et un ami inoubliable» ; Loup Bureau («Je te suis éternellement reconnaissant») ou Khaled Drareni qui honore un «homme entier, un défenseur réellement universel des droits humains». Autant de journalistes qui peuvent aujourd'hui, en partie grâce à lui, écrire en toute liberté. ➤

L'une de ses principales réalisations fut la création du Forum sur l'information et la démocratie, un ambitieux programme de lutte contre le «désordre informationnel».

IDÉES/

Pour Eric Hazan, changer le monde était un travail de chaque jour

Le fondateur des éditions La Fabrique, disparu jeudi, était bien autre chose qu'un éditeur de brûlots révolutionnaires. Cet homme indigné contre toute oppression aimait celles et ceux qui cherchent et inventent pour préparer d'autres lendemains.

Il y a une manière infiniment réductrice de commémorer Eric Hazan en saluant simplement en lui le courageux éditeur et défenseur de l'extrême gauche, le soutien inflexible du droit des Palestiniens et l'homme qui, à contre-courant de son temps, croyait à la révolution au point de consacrer un livre aux premières mesures à prendre dès son lendemain. Il fut assurément tout cela, mais il faut d'abord rappeler l'essentiel : en un temps où le mot d'édition évoque des empires d'hommes d'affaires qui font argent de tout, y compris des idées les plus nauséabondes, il fut d'abord un grand éditeur. Ce

n'est pas là simple affaire de compétence. C'est plus encore affaire de personnalité. Et Eric était une personnalité d'exception : esprit curieux de tout, scientifique de formation et chirurgien cardiovasculaire dans une vie antérieure, mais aussi grand connaisseur des arts et passionné de littérature ; habitant des villes, sensible à ce que chaque pierre des rues porte d'histoire vivante ; homme ouvert et accueillant au sourire rayonnant et à la poignée de main éloquente, avide de communiquer ses passions comme de faire connaître ce qu'il découvrait et de convaincre les autres, loin de toute prédication, de ce qu'il considérait comme les exigences de la simple justice.

PASSION DE LA JUSTICE

Qu'il ne fût pas un éditeur ordinaire, je l'ai appris dès mes premiers contacts avec lui au temps même où débatait La Fabrique. Il avait assisté à quelques séances de mon séminaire sur l'esthétique et voulait mieux comprendre ce que je faisais et où cela menait. Je lui communiquais alors un petit entretien que j'avais fait pour une revue confidentielle publiée par des amis. Quelques jours après, il m'informa que c'était là un livre et qu'il allait le publier. Ce qu'il fit avec assez d'efficacité pour que ce minuscule ouvrage, à peine visible sur une table de librairie, fasse le tour du monde. J'appris alors cette chose surprenante : un grand éditeur, c'est quelqu'un qui est capable de savoir et de vous dire que vous avez fait un livre quand vous ne le savez pas vous-même.

Ainsi commença pour moi une très longue collaboration ponctuée par des titres dont la liste prouverait à elle seule qu'Eric Hazan était bien autre chose qu'un éditeur de brûlots révolu-

tionnaires. Qu'aurait-il eu à faire, en ce cas, de livres qui exploraient des territoires aussi apparemment éloignés de toute efficacité politique immédiate que la polémique sur le paysage dans l'Angleterre du XVIII^e siècle, la dissolution des fils traditionnels du récit romanesque chez Flaubert, Conrad ou Virginia Woolf, l'entrelacement des temps dans les films de Dziga Vertov, de John Ford ou de Pedro Costa, ou la conception du spectateur impliquée par telle ou telle installation de l'art contemporain ? Quel besoin aurait-il eu par ailleurs de publier une édition complète de plus de mille pages du *Baudelaire* de Walter Benjamin ? Et de se replonger lui-même dans le Paris de Balzac ? Ce n'est pas seulement qu'il s'intéressait à tout et que sa culture humaniste était bien plus vaste et profonde que celle de tant de clercs qui sourient d'engagements militants comme les siens. C'est que le monde pour lequel il se battait était celui de l'expérience la plus large et la plus riche et qu'il ne séparait pas le travail de la connaissance et les émotions de l'art de la passion de la justice. Cet homme indigné contre toute oppression aimait, plus que les crieurs, celles et ceux qui cherchent, inventent et créent.

Changer le monde n'était pas pour lui un programme d'avenir mais un travail de chaque jour pour bien ajuster le regard et trouver les mots justes. Et il savait que la révolte est elle-même un mode de connaissance. Chez les auteurs ou autrices les plus extrêmes dont il publiait les textes, qu'il s'agisse de féminisme, de décolonialisme ou de sabotage de pipeline, il ne voyait pas seulement un cri de colère contre le règne de l'injustice mais aussi un travail de recherche, une expérience singulière du monde

où nous vivons, une manière neuve de l'éclairer. C'est aussi pourquoi il était attentif à ce que les titres les plus provocateurs apparaissent dans les vitrines des librairies avec la robe de couleur propre à en faire des objets précieux.

ÉCART RADICAL

Est-ce pour cela qu'il avait choisi d'appeler son entreprise La Fabrique ? Ce nom rappelle aux connaissances de l'histoire ouvrière cet *Echo de la fabrique* qui fut, au lendemain de 1830, le journal des canuts lyonnais en révolte. Et sans doute lui importait-il de prolonger le souvenir des grandes journées ouvrières de 1848 et de la Commune. Mais le mot de « fabrique » associait à cette tradition de

combat toute une conception du travail d'éditeur : un écart radical avec les logiques du profit, associé à l'impeccable rigueur de la gestion ; un amour artisanal du travail exactement fait qui ne négligeait aucun aspect de la production d'un livre ; mais aussi une idée de l'atelier fraternel où les unes et les autres apporteraient le produit de travaux qui, en venant s'entrelacer, se transformeraient en autre chose : une richesse commune d'expériences, de connaissances et de regards, le sentiment d'une capacité partagée de construire un monde différent de celui que nos maîtres et leurs laquais intellectuels nous présentent comme la seule et incontournable réalité. Offrir d'autres cartographies de ce



Eric Hazan en 2008, dans sa maison d'édition à Paris. PHOTO OLIVIER

Par
JACQUES RANCIÈRE



Philosophe



ROLLER. DIVERGENCE

qui est visible, de ce qui a lieu et compte dans notre monde, c'est le souci qui a lui a fait réunir tant d'auteurs et d'autrices aux intérêts, aux idées et aux sensibilités si différents qu'il a tous également respectés sans jamais chercher à les unifier en une ligne commune. Parce que ce grand éditeur était avant tout un homme libre qui ne pouvait respirer que dans l'atmosphère de la liberté. Est-ce la rarefaction de cette atmosphère qui, à côté de la maladie, assombrirait ses derniers jours ? Jamais les causes pour lesquelles il s'est battu n'ont été aussi railleusement bafouées en théorie, aussi allègrement piétinées en pratique que dans notre présent. Longtemps il vit dans l'ignominie même des pouvoirs

qui nous gouvernent une raison d'espérer la révolution proche. Ce monde, pensait-il, est si décrépit que le moindre coup reçu, ici ou là, ne peut que provoquer son effondrement. C'est la logique, peut-être un peu trop courte, des bons artisans et des fils des Lumières. Ils croient que la pourriture fait croûter les édifices. Malheureusement elle est bien plutôt la glu qui fait tenir un monde. Et c'est un très long et patient travail de nettoyage que cette glu impose à celles et ceux qui ont d'abord besoin de créer un air plus respirable et plus propice à la préparation d'autres lendemains. C'est, en tout cas, une tâche pour laquelle son inflexible résistance à toute bassesse servira longtemps d'exemple. ◆



MÉDIATIKES

Par
DANIEL SCHNEIDERMAN

CNews: un 6 juin en famille

La chaîne a commémoré jeudi dernier les 80 ans du Débarquement en Normandie en choisissant notamment de raconter l'histoire du combattant Gwenn-Aël Bolloré. Ni plus ni moins que l'oncle du grand patron.

C'est l'histoire d'un combattant du D-Day. Un parmi tant d'autres. Mais un sacré combattant. Dès juin 1940, il brule de se battre. Mais il n'a que 14 ans. Pas facile. Au collège, il n'a qu'une obsession : entrer dans la Résistance. « Dans son cas, ce qui est bouleversant, raconte Marc Menant, c'est que quand il a vu les Allemands s'emparer de sa ville, il a été effusqué. Ça ne correspondait pas à ses valeurs. »

Marc Menant est le chroniqueur histoire du plateau de Pascal Praud, sur CNews. Il n'a pas son pareil pour raconter, gesticuler Atila, ou Austerlitz, ou Catherine II, tout ce qu'on voudra. En ce 6 juin, il a choisi l'histoire d'un combattant parmi tant d'autres. Voilà donc notre héroïque gamin qui rêve de gagner Londres. « Il manque le bateau pour gagner les côtes anglaises. C'est un garçon qui a la chance d'avoir un cheval personnel. » C'est vrai, c'est une chance. « Il demande à ses gardes de vendre son cheval pour acheter un bateau. » Et là voilà embarqué pour Londres. La Résistance, c'est simple comme un cheval. « Il n'a que 17 ans et demi. Ce sera le benjamin des commandos Kieffer. Il s'engage et fait une formation d'infirmer. » Arrive le 6 juin : « Ce sont les bateaux, entassés, avec ce barda. Et lui, sa troupe d'infirmer. »

Plus tard, bien plus tard, le gamin publiera ses souvenirs, sous le titre *J'ai débarqué le 6 juin 1944*. Pascal Praud montre le livre à la caméra.

Ainsi que la signature de l'auteur : Gwenn-Aël Bolloré. Sans bien sûr préciser que le débarqué est par ailleurs l'oncle du grand patron de la chaîne. Ceux qui savent, savent. Et les autres n'ont pas besoin de savoir. « C'est un record absolu, jamais quelqu'un n'a parlé aussi longtemps dans cette émission sans être interrompu », plaisante le journaliste Gauthier Le Bret après l'odyssée menanto-bolloréenne de cinq minutes.

Dans le 6 juin, comme dans le cochon, tout est bon. Toutes les récupérations possibles et imaginables. Chacun son morceau de « vrai Débarquement ». Chacun ses « leçons à tirer pour le présent, suivez mon regard ». « Comme vous, avoue Pascal Praud en introduction de l'émission, sur fond musical de chant des partisans, je suis saisi d'une émotion qui vient de loin, et qui rappelle que "si les Ricains n'étaient pas là, nous serions tous en Allemagne". » Petit salut à Sardou, vaillant résistant à la barbarie

Branchés sur CNews, on est portés par une polyphonie sans fausse note, où sont réquisitionnés tous les chantres du roman national.

woke. Et de conclure sur les vers qui annonçaient le D-Day à la BBC : « Les sanglots longs des violons de l'automne / Blessent mon cœur d'une langueur monotone. »

Et hop, embarquez-la, caporal Sardou et soldat Verlaque, avec votre barda et votre dictionnaire des rimes.

Sur le même plateau, se trouve le chroniqueur avocat Gilles-William Goldnadel. Le matin même, comme tous les matins au petit déjeuner, il s'est découpé une tranche de France Inter. « Une historienne a expliqué que pour protéger le Débarquement, il a fallu bombarder. Il y a eu 20 000 morts. Personne n'a pensé à un Etat pogramisé accusé de génocide. » Suivez mon regard : bombardements de Rafah et bombardement de Saint-Lô, même combat. Avec quatre-vingts

ans d'avance, les morts collatéraux normands justifient, légitiment, les morts collatéraux palestiniens. Tout est bon. En mai dernier, CNews a dépassé BFM en audience. D'un cheveu : 2,8 %, contre 2,7 %. Mais, c'est la première fois. Et il paraît que ces décimales-là sont fiables, sans marge d'erreur. Admettons. Aussitôt, une partie de la presse de s'interroger sur les raisons profondes de l'exploit. Et de trouver cette explication : c'est une chaîne d'extrême droite ! Incontestable. Je vois pourtant une autre hypothèse, qui complète celle-ci. Cette vision du monde nationaliste-traditionaliste, CNews la porte en famille. Branchés sur CNews, on est portés, soutenus, par une polyphonie sans fausse note, où sont réquisitionnés tous les chantres du roman national. Du patron à ses troupes, du collectif d'aujourd'hui à celui d'hier, pas un couac, jamais. Tandis que BFM, petit raïfiot sur l'actualité décaïnée, écope d'événement en événement, priorise le direct en vrac, CNews s'est solidement posée sur le granit d'une vision du monde, d'une prophétie apocalyptique de subversion. Dans le lourd manoir Bolloré, chaque jour nous attend une famille, avec ses bardes en BO et, dans les cadres en bois, ses héroïques oncles à moustache. Une famille tyrannique. Etouffante. Patriarcale. Impitoyable aux faibles. Totalitaire. Avec des monceaux de cadavres dans le placard, et peut-être encore davantage à venir. Mais une famille. ◆



Contre les suppressions de postes : l'école publique n'est pas une institution de charité

Le gouvernement doit revenir sur ces économies afin de redonner du sens au mot «république» et à «l'égalité des chances pour tous», prétendue chère au Président.

Nous, parents et enseignants, sommes nombreux à avoir appris en février que notre école était concernée par l'une des 134 suppressions de postes prévues cette année à Paris. Depuis lors, nous tentons de protester. Manifestations devant le rectorat, chansons, école déserte, lettre au Président, pétitions multiples : rien n'y a fait.

Cette tribune est notre dernier recours.

DÉSFFECTIÖN
Nous avons entendu la justification : la baisse démographique. Certes, à Paris, naissent chaque année 20 000 enfants, contre 30 000 il y a dix ans. Il ne serait pas déraisonnable cependant de profiter de cette baisse démographique pour s'offrir des classes un

peu moins nombreuses plutôt que de s'obstiner à maintenir des effectifs qui classent la France parmi les plus mauvais élèves de l'OCDE : 23,2 élèves par classe en maternelle, contre 13,1 en moyenne dans l'OCDE (1). Ce ne serait pas tout à fait un luxe. Mais surtout, les études récentes de l'économiste Julien Grenet le montrent bien : les effectifs

des écoles publiques parisiennes s'effondrent (-22% depuis 2016) quand ceux des écoles privées se tarissent à peine (-4% depuis 2016). Il est donc réducteur d'expliquer l'effondrement des effectifs dans le public par la seule baisse démographique. C'est aussi une désaffectation pour l'école publique qui explique cet effondrement. La vérité est qu'à Paris

l'école publique lentement se vide pendant que l'école privée se maintient tranquillement à flot. Renforcement de la ségrégation sociale et des inégalités scolaires : c'est un sombre horizon qui se dessine à long terme. Dans dix ans, l'école privée pourrait devenir majoritaire. Mais, chaque année, imperturbable, le gouvernement continue l'élagage, faisant de l'école publique la principale cible de ses économies à court terme, épargnant l'école privée, pourtant financée majoritairement par le contribuable.

SÉGRÉGATION
Cependant, qui ne voit que la suppression de postes dans le public ne pourra qu'aggraver ce triste jeu des vases communicants du public vers le privé ? Qui ne



A Paris,
le 28 avril.
PHOTO STÉPHANE
MOUCHMOUCHE.
HANS LUCAS

équipes pédagogiques rivalisent d'initiatives pour nos enfants, projets, sorties culturelles, classe de mer, spectacles en tous genres, et sont particulièrement attachées à leur épanouissement et à leur devenir – à la prévention des troubles de l'apprentissage par exemple. A contrario, nous sommes à peu près certains que ces suppressions de postes auront non seulement pour effet de détériorer les conditions de travail des enseignants, mais risquent aussi de leur instiller le sentiment que leurs efforts sont vains et n'intéressent personne. Nous pouvons témoigner aussi que, dans nos écoles dites en sous-effectif, des élèves de milieux très différents, vivant parfois dans des univers parallèles, peuvent jouer ensemble, s'inviter les uns chez les autres, que leurs parents discutent, que l'Ecole continue d'être une institution privilégiée pour créer du commun, bref, que le mot «république» y a toujours un sens.

Difficile de voir cela quand on ne jure que par les chiffres : en mars, parents représentants et enseignants ont été reçus par le rectorat une calcullette à la main. Les chansons des enfants sur le trottoir du rectorat ne pesaient pas bien lourd. Voyant qu'il nous fallait parler le langage des chiffres, nous nous sommes essayés à un argument chiffré de bon sens.

Depuis 2017, les classes de grande section, de CP et de CE1 sont dédoublées dans les écoles des réseaux d'éducation prioritaire et sont censées accueillir de 12 à 15 élèves. Une mesure salubre destinée à faciliter l'apprentissage de la lecture et de l'écriture et dont Gabriel Attal, alors ministre de l'Éducation, s'était à juste titre félicité dans une récente tribune au *Monde* en date du 15 septembre 2023. Mais comme le rectorat calcule les effectifs enseignants sur la base d'un nombre moyen d'élèves par classe jugé insuffisant (moins de 20 enfants par classe en moyenne), les petites et moyennes sections des écoles concernées par les fermetures pourraient dé-

passer les 25 élèves par classe (seuil maximum théorique moyen en REP dans l'académie de Paris), voire flirter avec les 30 élèves par classe pour compenser le «privilège» offert aux sections supérieures. Nous avons donc fait valoir qu'il était absurde que, dans des écoles pourtant prioritaires, les enfants débutent leur vie d'élève et de citoyen dans des classes surchargées. Là encore, indifférence du rectorat : seul comptait le nombre moyen d'élèves par classe sur l'écran de la calcullette.

MAUVAIS SIGNAL

Par cette tribune, nous tentons un dernier appel à la raison. Les économies budgétaires à l'origine de ces fermetures de classes sont un très mauvais signal adressé aux habitants des

quartiers populaires. Elles font sonner creux les vibrants appels à l'égalité des chances de notre Président, elles donnent le sentiment que l'école publique n'est plus considérée par nos représentants comme le creuset de la République,

mais comme une institution de charité pour les familles les moins fortunées. Au contraire, un retour sur ces économies, suppressions et fermetures montrerait que les citoyens français peuvent encore être écoutés, le travail des

enseignants respecté, l'avenir et l'épanouissement de tous les enfants considérés, et que le mot république a encore un sens. ◆

(1) OCDE (2024) : «Elèves par enseignant (indicateur)», consulté le 19 mai.

IDÉES/

Par UN COLLECTIF D'ENSEIGNANTS ET DE PARENTS

Premiers signataires : Paul-Loup Weil-Dubuc Parent, école maternelle Cambrai, XIX^e arrondissement de Paris **Marie Pierre-Bouthier** Universitaire et parent, représentante des parents d'élèves, école maternelle Cambrai (XIX^e) **François Dubot** Professeur émérite de sociologie, université de Bordeaux **Bernard Lahire** Directeur de recherches CNRS-ENS de Lyon **François Dagnaud** Maire du XIX^e **Alice Timsit** Conseillère de Paris, élue du XIX^e **Hadrien Bortot** Adjoint au maire du XIX^e **Fatoumata Koné** Présidente du groupe Les Ecologistes au conseil de Paris, élue du XIX^e **Isabelle Nicolas** Parent et parent représentante des parents d'élèves, école maternelle Cambrai (XIX^e) **Badra Fatil** Rédactrice au cabinet du préfet de police de Paris et parent représentante des parents d'élèves, école maternelle Cambrai (XIX^e) ...

La liste complète sur [Libération.fr](https://liberation.fr)

SIÈGE BOGO



voit qu'à Paris, et dans toutes les moyennes et grandes agglomérations, la ségrégation sociale ne fait qu'empirer quand, dans certaines écoles, l'écrasante majorité des enfants proviennent des milieux les plus défavorisés socialement ? Qui ne voit que, pour inverser la tendance, il faudrait maintenir des effectifs relativement bas et fournir au public un avantage comparatif par rapport au privé, des classes apaisées où il fait bon enseigner et apprendre, où les élèves reçoivent l'attention et le temps dont ils ont besoin ?

CALCULETTE

Car nous, parents, enseignants et enfants, pouvons attester que, dans nos écoles dites en sous-effectif, nous avons plaisir à travailler ensemble, que les

CULTURE/

Esther Ferrer et La Ribot, le corps battant des femmes

Exposées en parallèle au Frac Franche-Comté à Besançon, les performeuses d'origine espagnole évoquent les combats féministes et les obsessions qui les rapprochent malgré leurs vingt-cinq ans d'écart et leurs différences esthétiques

Par
LAURENT GOMMARRE

Elles sont deux, Esther Ferrer, 86 ans, La Ribot, née en 1962, en commun leurs origines espagnoles. La première s'exile à Paris au début des années 70, la seconde vit dans son appartement de Genève «pas grand mais avec une vue dingue sur le lac, j'en profite quand je peux, je n'arrête pas de voyager». Toutes les deux sont réunies au Frac Franche-Comté de Besançon, dans une double exposition qui multiplie les liens entre leurs pratiques, la performance depuis les années 60 pour Ferrer sous la dictature franquiste, la danse performative depuis l'explosion en Espagne des années 80 pour La Ribot – dont la prochaine création est programmée au Festival d'Avignon. Deux artistes donc que les années séparent mais avec des combats et des obsessions communes: le corps, la nudité, le temps, les chaises. Rendez-vous chez Esther Ferrer, dans son rez-de-chaussée sur cour du XI^e arrondissement, pour évaluer ce qui les rassemble et au-delà, les différences. D'abord, le milieu social. On joue dans la même catégorie: classe moyenne pour Esther Ferrer, une famille de neuf enfants, le père amateur d'art qui travaille beaucoup pour maintenir un niveau de vie confortable, une bonne qui aide son épouse, beaucoup de li-

vres à la maison, «même des choses interdites, parce qu'éditées avant Franco, ma mère n'était pas d'accord pour qu'on garde ça, c'était un danger». Classe moyenne supérieure pour La Ribot, troisième enfant sur six; le père est un homme d'affaires qui voyage à l'international. «Il nous rapportait des tas de livres disques, des objets de Paris, Londres, New York, ma mère nous emmenait au théâtre, au musée... Chez nous il y avait de tout: des copains, des cousins, des chiens, un chat, c'était très drôle, un milieu très cultivé, qui parlait d'art, de politique, avec des valeurs profondément laïques.»

«EUX HABILÉS, MOI NUE: CE RAPPORT-LÀ ÉTAIT POLITIQUE»

C'est ce positionnement politique qu'on retrouve chez l'une et l'autre dans leur choix de travailler la performance. «Je ne me suis pas demandé ce que je devais faire, raconte Esther. J'étais une femme, la seule dans un groupe d'artistes d'avant-garde, qui s'appelaient Zaj en 1964, un collectif de musiciens, d'hommes de théâtre, des plasticiens, poètes, tous antifranquistes. Etre une femme, c'était une histoire de corps. Pendant des millions d'années, les hommes nous ont mises à poil, dans des représentations de leurs fantasmes, frustrations complexes, de leur haine, mais à partir du moment où on a pu crier: "Mon corps m'appartient, et j'en fais ce que je veux", on pouvait bien nous qualifier de narcissiques, exhibitionnistes, provocatrices, ça m'était complètement égal. Je me suis foutue à poil en 1971 dans une action – Intimo y Personal –, où je mesurais mon corps avec un mètre de couturière: la longueur des cheveux, l'espace entre les yeux quand on fronce ou pas les sourcils, le tour du bassin, la circonférence de mes bras en croix. J'ai pris toute la mesure de mon corps qui n'a rien à voir avec cet archétype de la féminité auquel, nous les femmes, on avait fini par adhérer.»

La Ribot se mesurera, nue elle aussi, en 1993 dans *Capricho mio*, une de ses «Pièces distinguées» – une série de petites chorégraphies de quelques secondes à trois minutes, limitées à l'expression d'une idée, d'un geste – dans les poses les plus improbables, avant de conclure ironiquement sur les mensurations du corps idéalisé: «90/60/90.» «La nudité pour moi, ça commence au début des années 90, quand je me dis que je n'ai besoin de rien pour parler de ce que j'avais en tête. Etre nue c'était génial; je pouvais être neutre, intemporelle, conceptuelle: je me présentais telle que j'étais, une femme ici et maintenant. C'était une



La Ribot et
Esther Ferrer.
PHOTO NICOLAS
WALTEFAUGLE

Pièce distinguée N°54
de l'exposition
«Attention on danse!»
de La Ribot.
PHOTO BLAISE ADILON



façon de ne pas prétendre être plus que ce que l'on est. Je performais nue au milieu d'un public habillé, j'étais donc totalement vulnérable et forte en même temps. Eux habillés, moi nue, ce rapport-là était politique. Et ça me rappelle le combat des Femmes, quand la lutte passe par une femme qui se met nue dans l'espace public. Tout le monde est responsable de ce qui peut arriver.»

«MON CORPS, UNE CHAISE, LE SILENCE»

Ce féminisme, comment se met-il en action dans leur double exposition à Besançon ? Réponse «Sans titre» – déjà l'énoncé met en scène l'absence – d'Esther Ferrer, une pièce initiée en 2015. On y voit une spirale de chaises vides, «141 pour chaque femme victime de féminicides depuis le 1^{er} janvier. Et le nombre de chaises ne cesse d'augmenter. Je me souviens de l'exposition en Argentine. Au début, 110 chaises, on a fini à plus de 200. Ça envahissait les couloirs, les autres salles du musée. C'était incroyable, effrayant de voir l'absence de ces femmes assassinées, la place que ça prenait.» Des chaises, l'exposition en est bourrée : deux salles plus loin, il y a celles de La Ribot, cassées, retapées, comme cicatrisées, avec des inscriptions au

couteau dans l'installation *Walk the Bastards* (2017). «La chaise c'est LA métaphore du corps. Chez moi, elle est en bois, pliante. Dans ma première pièce en 1985, Carita da Angel, je m'étais glissée, prise en sandwich, entre deux chaises. Dans une autre performance, je suis à l'intérieur, entre le dossier et l'assise, le corps comme violé par les va-et-vient que j'actionne frénétiquement.»

«En fait la chaise, coupe Esther Ferrer, c'est le truc que tu as sous la main, quand tu veux travailler avec le quotidien. La chaise, la table, le verre d'eau, des choses domestiques. Après se pose la question : qu'est-ce que tu essaies de dire, de faire avec ça ? C'est ça mon travail depuis le début, dans cette Espagne franquiste qui nous niait, et au-delà, dans un monde dont il ne faut rien attendre. Qu'est-ce que j'ai ? Mon corps, une chaise, le silence. Quand j'écrivais ou dessinais mes partitions avant les actions, j'éliminais tout ce qui pouvait entraver mon travail, le rendre dépendant. Donc rien qui ne ressemble à un décor ; seulement moi, le public, le silence, et le vide qu'il faut remplir. Surtout ne dépendre de rien, je tiens ça de ma mère qui ne travaillait pas, effrayée qu'il puisse arriver quelque chose à notre père. Elle nous disait toujours : «Soyez in-

dépendants.» J'ai longtemps travaillé à côté pour faire mon art en toute indépendance, j'ai tout fait, journaliste, peintre en bâtiment, sans jamais demander de subventions – ça me rendrait malade. C'est seulement à partir de la Biennale de Venise en 1999 que j'ai commencé à vivre de mes actions, à 62 ans.»

«POUR CEUX QUE ÇA INTÉRESSE, JE SERAI AU PÈRE-LACHAISE»

Si les deux expositions parallèles travaillent les liens entre les deux artistes, elles mettent aussi au jour des différences esthétiques. Il y a chez Esther Ferrer une stratégie plastique de l'épure, un univers dominé par le noir et blanc, une mise en scène qui travaille les codes répétitifs d'un minimalisme «américain» dans la lignée du compositeur John Cage, repère revendiqué par l'artiste. «Le temps est au centre de mon travail, depuis le début, dans mes performances. Je veux que les gens prennent conscience du temps qui passe, alors je peux, pendant une action, leur demander l'heure. Ou je programme un réveil pour qu'il sonne. Dans une vidéo, on voit mon visage évoluer au fil des années. Au Frac, on entre par un couloir blanc sonorisé par la pièce radiophonique

qui donne son titre à l'exposition : Un minuto más, où toutes les cinq minutes on entend la voix de María Callas que j'adore.» Une minute de plus, le programme prend une dimension tragique, quand on sait qu'Esther Ferrer a déjà écrit sa performance post-mortem. «Je ne la ferai pas, mais je l'ai programmée pour ceux qui viendront à mon enterrement. C'est très simple, il y aura sur mon tombeau l'épithète suivante : «Toute personne qui lit ce texte devra faire l'action qui suit.» Je détaille le protocole : arrêter de lire immédiatement. Traduire dans votre langue maternelle le texte que vous venez de lire et chanter seul ou accompagné sur le rythme de votre chanson préférée. Réaliser une action, n'importe laquelle, et la raconter au téléphone aujourd'hui même à un numéro indéterminé à partir de minuit. Pour ceux que ça intéresse, je serai enterrée au Père-Lachaise. C'est mon compagnon qui m'en a fait cadeau. Tu parles d'un cadeau, j'étais furieuse. Il m'a dit : «Parce que quand tu mourras», sous-entendu que c'est moi qui dois partir la première, «j'aimerais bien m'asseoir sur ta tombe et pleurer.» Chez La Ribot, c'est une autre partie qui se joue, avec la dimension chorégraphique de la performance. Et

ça change tout. Autant les salles de Ferrer sont «cliniques», autant La Ribot salit l'espace, le sature de mots sur des cartons, de chaises rafistolées. Un bordel organisé de trucs qui traînent par terre à l'image de la pièce *Despliegue* (2001), énorme installation vidéo projetée au sol. On y voit sur fond de couvertures, cartons, fringues déposés, l'artiste nue qui s'autofilme dans ce qui pourrait bien être un atelier, filmé lui-même en plongée depuis le plafond par l'équivalent d'une caméra de surveillance. L'effet double perspective crée une toile baroque, hypercolorée, mise en mouvement par le corps d'une femme artiste qui, une fois de plus, se mesure à l'espace. On a alors le choix devant cette vidéo au sol : soit on la regarde de haut, soit on se penche sur elle. «Parce que quand une femme se met nue dans l'espace public, tout le monde est responsable de ce qui peut arriver.»

UN MINUTO MÁS D'ESTHER FERRER et **ATTENTION ON DANSE !** DE LA RIBOT
Au Frac Franche-Comté à Besançon jusqu'au 27 octobre.
A voir aussi : **JUANA FICCIÓN** de La Ribot, du 3 au 7 juillet au Festival d'Avignon.



Tout se déroule sur un décor unique, une volée d'escaliers où les personnages évoluent tableau après tableau, comme dans un music-hall. PHOTO PHILIPPE CHANCEL

«Les Paravents» sort le grand Genet

A la fois poétique, sobre et burlesque, la mise en scène d'Arthur Nauzyciel au Théâtre de l'Odéon permet à la redoutable pièce de l'écrivain, déconstruction de la fable coloniale en Algérie, de résonner dans toute sa puissance.

Tout en haut d'une majestueuse volée d'escaliers blancs aux marches larges comme le plateau, émerge une tête chevelue, puis un corps, bondissant lentement comme un funambule au ralenti. Voici Saïd, un jeune homme du village : sa mère, mi-sorcière mi-saltimbanque, portant deux chaussures à talons dépareillées, l'accompagne. Aujourd'hui, Saïd doit épouser Leïla, la fille la plus laide de la région, alors que le village est menacé par la violence, celle d'un oppresseur bien décidé à rester sur des terres qui n'ont jamais été les siennes. Ce temps comme suspendu avant la catastrophe, c'est celui des *Paravents*, pièce-monstre, texte gigantesque peuplé de dizaines de personnages et troué de didascalies poétiques, écrit par Jean Genet en 1958 en pleine guerre d'Algérie. Un texte redoutable pour qui veut le mettre en scène, qui contraind aux coupes, et qui confronte aussi à une histoire devenue mythique : celle d'une première donnée en 1966, chahutée jusque sous les ors du

Théâtre de l'Odéon par une jeunesse conservatrice agrippée à l'idée d'une Algérie française. Une pièce disputée partout, défendue par Malraux lui-même devant l'Assemblée nationale, que seul Patrice Chéreau sut ensuite se coltiner dans un grand spectacle en 1983. Gageons que cette proposition d'Arthur Nauzyciel, quarante ans après, posera un troisième jalon dans l'interprétation des *Paravents*, tant il permet à la langue de Genet de sonner haut, et ce malgré la distance des enjeux politiques, et sa moindre teneur scandaleuse.

Renversement. En quelque quatre heures, s'y déploie une anti-épopée qui a tout de la vraie : Saïd et Leïla, splendides petits voleurs, y déroulent leur destin de martyres d'une région jamais nommée, aux toponymes arabes quasi abstraits, devenus les signes d'une oppression globale. Notables idiots et militaires

d'opérette y déclament bouffonnement leurs principes de «colons» – le double sens du mot assimile sur scène l'air frais de la patrie au vent puant des pets – jusqu'à la plus sordide débâcle. Putes et clients commentent la guerre depuis leur bordel, comme depuis une vigile olympienne, selon ce principe cher à Genet de grand renversement des lieux et des institutions.

Nauzyciel ordonne tout ça sur un décor unique, cette volée d'escaliers où les personnages évoluent tableau après tableau, comme dans un music-hall burlesque. Y montent et descendent les ventres gonflés des puissants roulant sur les marches et les pattes animales des indigènes glissant entre les balles et les incendies : tout ça presque doucement, avec une élégance chorégraphiée qui étouffe d'abord. Que vient faire cette grâce chez Genet, prince des voleurs et des pédés ? On comprend vite que c'est ainsi que son lyrisme si particulier peut résonner aujourd'hui dans toute sa clarté et sa puissance : en débarrassant le plateau de réflexes outrés, et d'un carnaval qui n'est pas, au fond, l'affaire de Genet. Car le carnaval propose un renversement des valeurs circonscrit dans l'espace et le temps. Car le défilé éphémère qu'il autorise range in fine les petits sous les ordres des grands, bienheureux d'avoir contrefait un temps les opprimés pour mieux se ré-assoir dessus. La proposition de Genet est autrement compliquée : une mécanique perpétuelle, qui tourne et retourne le ciel et la Terre, la merde et la beauté, Dieu et

le cul dans un mouvement continu que Nauzyciel, avec une justesse absolue dans le grave, parvient à mettre sur son plateau. Le personnage de la mère, interprété formidablement par Marie-Sophie Ferdane, en concentre toute la complexité : une danseuse de ballet courbée comme une vieillarde, au verbe poétique soudain troué de caquètements volailleurs.

Absurde. On pense souvent à Beckett, devant cette entrée en matière – petite tête comme découpée qui émerge de l'escalier – puis cette très belle errance de Saïd et Leïla dans le désert, cette quête sans but, traversée de personnages étranges. Dans ce décor sobre et quasi abstrait, Nauzyciel tire Genet vers un théâtre de l'absurde, et éclaire singulièrement sa dramaturgie – regrettable est de ce point de vue la diffusion, juste après l'entracte, d'une vidéo montrant un cousin du metteur en scène, ancien médecin en Algérie, lire des lettres dans lesquelles il commente la fin des opérations françaises. L'archive s'accroche mal au spectacle, qui n'avait pas besoin de ce référentiel trop net pour actualiser toute la qualité politique des *Paravents*, et détruire, dans un calme paradoxal, la grande illusion coloniale.

LUCILE COMMEAUX

LES PARAVENTS de JEAN GENET
Mise en scène ARTHUR NAUZYCIEL
Au Théâtre de l'Odéon (75006)
jusqu'au 19 juin.

La proposition de Genet est une mécanique perpétuelle, qui tourne et retourne le ciel et la Terre, la merde et la beauté, Dieu et le cul dans un mouvement continu.

CULTURE/

David Douard tient le bon bougon

Commissaire de «*Crumbling the Antiseptic Beauty*», expo collective tout en mauvaise humeur rebelle, l'artiste a réaménagé l'espace de la Fondation Pernod Ricard pour accueillir un panel d'œuvres grinçantes.

De cet espace d'exposition glacial et perforé de toutes parts (par une longue baie vitrée d'un côté, par des fenêtres qui donnent sur les quais ou le toit de la gare Saint-Lazare, par des plafonds trop hauts, puis trop bas), l'artiste David Douard a fait son affaire mieux que personne avant lui. Invité par la Fondation Pernod Ricard à y curater une exposition, il y tend des rideaux

à lamelles verticales pour dessiner des zones (courbes), ménage un couloir qui conduit à une impasse et une porte de secours, implante des cloisons percées de portes (ouvertes ou fermées) puis des grilles qui compliquent encore la circulation et filtrent le point de vue. Il ne réchauffe pas le lieu, il exagère au contraire son climat morne, faussement vaste, rabougri. Les œuvres qu'il a sélectionnées pour «*Crumbling the Antiseptic Beauty*» peuvent dès lors s'y nicher en faisant la tête et le dos rond, sans se livrer ni courber l'échine devant le spectateur. Une simple et ridicule petite boule rouge tournant de manière imperceptible sur elle-même se permet de le narguer d'émblée. Œuvre de la jeune artiste Clémentine Adou, cette espèce de nez rouge de clown, crispant et plaisant à force de tant de culot (un nez rouge qui ne fait pas de bla-



David Douard a notamment installé des grilles qui filtrent le point de vue. PHOTO MARTIN ARGYROGLO

gues fait œuvre), se pare, quelque part, du sourire sardonique et grinçant du Joker.

Et la suite de l'exposition tient cette ligne et cette mauvaise humeur, pas hostile certes, mais renfrognée, avec des photographies de figurines en plastique, pas méchantes mais grotesques, prises dans la maison de Pascal Doury à sa mort en 1981, vieux de la vieille de l'illustration punk dans les années 80. La

photographie d'une fille au visage mangé par le masque d'une mâchoire monstrueuse, des boules de pétanque au métal luisant et lourdement menaçant posées au sol par Marie Angeletti ramènent la violence sociale et des corps qui veulent peser dans la balance. D'autres pièces, ces canapés enduits par Benjamin Lalier d'un noir d'asphalte luisant ou les peintures de Guillaume Dénervaud, vues étoi-

lées et orphiques de la gare Saint-Lazare semblent temporiser cette impulsion rebelle. Mais rien n'y fait. On part avec l'impression que l'exposition bout et déborde.

JUDICAËL LAVRADOR

CRUMBLING THE ANTISEPTIC BEAUTY
Exposition collective
à la Fondation Pernod Ricard
(75008), jusqu'au 13 juillet.



Emmanuel Schwartz en monstre de l'Antiquité grecque. PHOTO YANICK MAC DONALD

«Le Tigre bleu de l'Euphrate», l'épopée jusqu'au dernier souffle

À la Colline, le texte de Laurent Gaudé tire sa réussite de la performance prodigieuse d'Emmanuel Schwartz en Alexandre le Grand à l'agonie.

Le mot «terrassé» revient sous la plume de Laurent Gaudé; on l'avait entendu comme un mauvais jeu de mots dans sa dernière pièce

Terrasses, épopée péniblement lyrique des attentats de novembre 2015, il apparaît cette fois dans *Le Tigre bleu de l'Euphrate*, toujours mis en scène par Denis Marleau qui joue coup double au théâtre de la Colline à Paris. C'est Alexandre le Grand qui le profère au début de son immense monologue, aussi immense que les voyages et conquêtes de ce roi de 32 ans qui livre aujourd'hui son dernier combat: voir «la mort de [son] vivant», exiger du dieu de la mort qu'il lui montre son visage.

Et pour mener à bien cet ultime projet, Alexandre a une stratégie: le récit. Raconter son enfance impatientie qui brûle de devenir le héros qu'il sait devoir être, faire le récit épique de sa vie à la démesure des villes, pays, continents qu'il fait siens. Alexandre est cet homme qui va au bout du monde, un conquérant de l'espace, mais le temps compte aussi, et son heure est venue: Alexandre meurt. La pièce est son agonie,

face à cette mort qui a toute son écoute, comme nous. Il faut dire que celui qui meurt est prodigieux: Emmanuel Schwartz ouvre la pièce avec une voix qui lui arrive du plus profond de la gorge. Alors oui c'est lent, oui c'est so-lennel, mais c'est autre chose qu'une simple histoire de diction. Emmanuel Schwartz fait comme remonter les mots de son ventre au bord de les vomir. Ce sont des râles, des grognements, feulements dignes d'un fauve moribond. Le tigre, c'est lui, mais tout de blanc vêtu; le bleu c'est pour l'autre, le tigre qui lui apparaît et lui montre comment franchir l'Euphrate. Le bleu pour l'esprit de conquête, couleur des mers et du ciel. Le blanc du linéol, pour Alexandre comme emmuré dans cette superbe scénographie immaculée du sol jusqu'aux rideaux, toujours signée Stéphanie Jasmijn et Denis Marleau. Alexandre est ce tigre blanc aux postures animales qu'Emmanuel Schwartz déploie: ses jambes fuse-

lées trouvent la puissance de deux pattes épaisses, et quand Schwartz gueule sa colère, il n'a plus rien d'humain; Alexandre est un monstre de l'antiquité grecque. Ça pourrait être kitsch, c'est au-delà. Denis Marleau ne rejoue pas cette fois le caractère épique du texte de Laurent Gaudé, il en donne son interprétation à travers le parcours de son acteur. Une heure et demie, c'est le temps qu'il faut à Emmanuel Schwartz pour franchir l'Euphrate de ce théâtre lyrique. Comment? En exténuant littéralement sa propre parole. La solennité vociférante du début, puis l'exaltation habitée du récit des conquêtes se délient dans une impressionnante dernière prise de parole fluide et naturelle, parce qu'elle n'a plus rien à prouver. Superbe.

LAURENT GOUMARRE

LE TIGRE BLEU DE L'EUPHRATE
DE LAURENT GAUDÉ
Mise en scène
DENIS MARLEAU
Au théâtre de la Colline,
Paris, jusqu'au 16 juin.

Touché, pas coulé

Laurent Chardard Le nageur, qu'un requin a privé d'un bras et d'une jambe, s'alignera en papillon et nage libre aux Jeux paralympiques de Paris.



On s'y attendait. Parce que le récit de «Je me suis fait bouffer par un requin» ne peut être que fou, forcément dingue. Mais tout de même, ce moment où Laurent Chardard revient sur «l'accident» nous retourne comme une crêpe. Ames sensibles et traumatisés des Dents de la mer s'abs-tiennent : «C'était l'été 2016, j'étais en vacances à la Réunion, les vagues étaient vraiment belles ce jour-là. [...] Je suis allé avec un copain faire du bodyboard [surf prati-qué] allongé sur la planche, ndr| à Boucan Canot, où il y a des filets antirequins. Le drapeau rouge était levé. Mais nous, les surfeurs, on ne regarde pas les drapeaux, ils concernent la baignade. Nous, plus les vagues sont grosses, plus on est contents... Là, elles passaient par-dessus les filets et un requin a dû passer avec. L'attaque a été ultrarapide. On était une vingtaine dans l'eau, je ramais vers le pic, là où on va attendre la vague, donc vers le large, et à un moment où j'avais le bras droit dans l'eau, quelque chose l'a attrapé. Et le truc m'a entraîné au fond de l'eau. J'ai tapé, tapé avec l'autre main, et je suis remonté sur ma planche. Le bras était sectionné. J'ai crié qu'il y avait un requin, tout le monde est sorti de l'eau. [...] À ce moment-là,

une grosse série de vagues entraînait. J'avais deux choix : en prendre une pour rejoindre le bord, ou passer la vague et attendre au large les secours. Comme il y avait 2,5 à 3 mètres de houle, je me suis dit que je risquais de ne pas être capable de bien tenir ma planche et d'être entraîné au fond. [...] Donc j'ai décidé d'aller au pic. Et c'est là qu'il est revenu pour la jambe [droite, ndr], exactement de la même façon : il l'attrape et me tire vers le fond.

LE PORTRAIT

Et donc pareil, je le tape avec l'autre jambe, et je remonte sur ma planche. C'est là que les maître-nageurs-sauveteurs sont arrivés et m'ont ramené avec leur jet-ski. [...] Ce sont les médecins qui ont identifié un requin bouledogue, d'après les morsures. Et la masse gris-marron que j'ai vue est typiquement sa couleur.»

On déglutit. Le grand barbu (1,96 m) est, lui, factuel, posé et souriant. Ce jour de la mi-mai, Laurent Chardard nous reçoit à domicile, un pavillon de Pessac, en périphérie de Bordeaux, où il vit avec sa compagne directrice d'école primaire et leur fille de 2 ans et demi dont les jouets accueillent le visiteur. Il se plait dans la région, dépourvu de la mélancolie du déraciné, pourtant «très attaché» à la Réunion où il est né et a

grandi avec un père employé d'une centrale électrique et une mère prof de maths. On entrevoit un affable adaptable, apte à rattrapper de tous les ressacs. Et qui trace. Dès 2019, Chardard décroche l'argent sur le 50 m papillon et le bronze sur le 50 m nage libre aux championnats du monde de Londres. L'or, européen et mondial, vient en 2021. La natation n'était pourtant qu'un viatique, au départ : «J'ai voulu reprendre le surf mais je n'avais plus assez de force pour passer les grosses vagues». Il fallait muscler sa nage. Sa préférée est le papillon, «belle, et celle qui développe le plus de force». A l'entraînement, il nous épate par son amplitude d'albatros et sa puissance. Il faut l'avoir vu approcher du bassin à cloche-pied, s'escrimer pour enfler bonnet et lunettes, pour savoir sa différence.

Le poncif de la «résilience» nous tend les bras. Mais Laurent Chardard ne décrit pas un traumatisme surmonté. Plutôt une trajectoire qui se poursuit, fluide, comme le surfeur fend le tube. «Ce qui m'a beaucoup aidé, c'est qu'entre avant l'accident et après, dans la tête je n'ai pas du tout changé. Il faut dire que j'ai eu la chance de ne pas avoir de traumatisme crânien, je me souviens de tout.» Le fait d'être devenu handicapé ? «Je l'ai accepté assez vite. Déjà, j'ai eu le soutien constant de mes amis et de ma famille. Et puis je me suis dit, de toute façon, j'ai plus le bras et la jambe, maintenant il faut voir ce qu'on peut faire avec. Enfin, faire sans, plus exacte-

30 août 1995 Naissance à Saint-Pierre (La Réunion)

27 août 2016 Mordu par un requin

2019 Vice-champion du monde en 50 mètres papillon, médaille de bronze sur 50 m nage libre

2024 JOP de Paris

ment (il sourit de l'auto-vanne).» Très vite le bricoleur et ses potes bidouillent des prothèses, «c'était assez drôle à faire et assez stimulant, mais bon, comme on dit en créole, c'était "gros doigts", les finitions laissaient à désirer». Le mécano reste d'actualité, par exemple pour adjoindre une palme. «Je demande au

prothésiste "t'as pas un pied qui traîne ?" Il me prête un pied et je récupère des morceaux de prothèse.»

Laurent Chardard est venu «en France» en 2012... poussé par les attaques de requins à la Réunion. Direction Bayonne, pour des études d'ingénierie, avec Anglet, fameux spot de surf, à portée de planche. En terre basque, le sportif tous terrains a aussi continué le rugby – deuxième ligne – et appris la pelote. Son installation en Gironde où il a fini ses études (un diplôme d'ingénieur et un master en mécanique et énergétique) est liée à la présence à Bordeaux de moult copains de l'UT de Bayonne. À rebours du côté «chacun son couloir» de la natation, Chardard carbure au collectif, dit d'ailleurs avoir retrouvé «la flamme» avec la convivialité : après une saumâtre quatrième place aux JO de Tokyo en 2021, il cogite, identifie une démotivation liée au tête-à-tête avec son entraîneur d'alors. Le licencié du club Guyenne HandiNages rallie les Girondins de Bordeaux. «Je me suis rapproché d'un club de valides pour avoir d'autres personnes dans l'eau et me challenger. On partage beaucoup, on se soutient, on se chambre, j'ai renoué avec le plaisir.» Le coach Bruno Roisneau loue un allié idéal, «très acteur de sa natation, investi, régulier, à l'écoute, perfectionniste» et dont l'intégration dans le groupe a coulé de source. «Laurent aime les gens, c'est le bon pote, cool, raccorde avec son identité de surfeur ; avec les nageurs de son âge, il aime performer mais sans se prendre la tête, dans une bonne ambiance, et avec les plus jeunes, il est bienveillant, les encourage.» Chardard est un partisan de la mixité, déplore que, depuis 2019, les championnats de France Elite séparent «valides et handis». Avant de trouver un emploi, il allait volontiers dans les écoles témoigner du handicap.

L'athlète de haut niveau se double d'un chargé d'études et de chiffre dans un bureau de développement spécialisé dans l'hydrogène, à Eiffage Énergie Systèmes. Un poste à mi-temps payé plein-temps, résultat d'un partenariat avec la Fédération de natation et l'Agence nationale du sport. Il salue «une grande chance». Méritée, on a envie de répondre, sachant qu'à «Votre plus grande difficulté?», Laurent Chardard répond «Être diabétique. C'est bien plus contraignant que de mettre des prothèses. Mais bon, pareil, on s'habitue». D'autres maudiraient leur karma. Lui n'en veut même pas au requin : «Pourquoi il y en a autant à la Réunion, et pourquoi il va vers l'humain, c'est une vraie question. A part ça, il ne m'inspire ni haine ni pitié, c'est un être vivant comme les autres, qui chasse pour se nourrir.» On lui trouve la grâce du papillon. ◆

Par **SABRINA CHAMPENOIS**
Photo **RODOLPHE ESCHER**